

## INTRODUCTION

Si l'on en juge qu'à la frénésie et aux montants colossaux que les pays engloutissent dans la prospection pétrolière sans une quelconque certitude d'en trouver, l'on peut comprendre que l'exportation pétrolière puisse représenter pour les pays africains un enjeu certain. Le Gabon n'y échappe point.

Le commerce international est l'échange de biens, services et capitaux entre pays, il comprend toutes les opérations sur le marché mondial et regroupe divers pays du monde engagés dans la production des biens destinés aux marchés étrangers formalisé notamment par les incoterms de la Chambre de commerce internationale. Ce processus trouve ses origines dans l'importante évolution des progrès technologiques de ces dernières décennies ou encore avec le développement du transport mondial (par voies aérienne ou maritime), facilitant ainsi la multiplication des échanges. Par ailleurs, le commerce international devient incontournable tant sur le plan économique, car aucun pays ou unions sous régionales ne peut se suffire à lui-même, l'ouverture vers les autres pays est nécessaire pour la croissance économique, pour le développement des industries, pour le transfert des technologies et l'investissement étranger, que sur le plan social où il permet le développement des infrastructures, la création d'emploi du fais des multinational, et la découverte d'autres cultures par la circulation des personnes acteurs du commerce.

Le pétrole est une huile minérale essentielle qui fournit la grande majorité des carburants liquides, ce qui lui vaut d'être considéré comme l'un des principaux piliers de l'économie mondiale en devenant une ressource majeure de l'industrie actuelle. En effet, les premiers usages du pétrole date de la seconde moitié du XIXème siècle, mais cette matière était connue et utilisée déjà dès l'Antiquité. Mais l'industrie pétrolière est née aux Etats-Unis et a connu au fil des années une évolution sans cesse qui a gagné le monde industriel. Par ailleurs l'essor de l'exploitation pétrolière a accru le développement de l'industrie de l'or noir. En 1901, le premier puits foré dans le gisement de Spindletop au Texas marque le début d'une ère nouvelle, alors même que la généralisation du moteur à explosion entraîne une demande accrue en carburants liquides. Cette ressource s'impose alors comme une source d'énergie

majeure. En outre, l'industrie pétrolière est très importante pour les systèmes économique et financier mondiaux, car étant très étroitement liée au développement industriel et à l'accroissement du niveau de vie d'un pays, en prenant en compte le fait que, les industries pétrolières sont pourvoyeurs d'emplois et que les revenus issus de la rente permettent aux Gouvernements d'investir dans le développement de leurs pays.

Le Gabon, est un pays situé à l'ouest de l'Afrique équatoriale, traversé par l'équateur, voisin du Congo-Brazzaville, de la Guinée équatoriale et du Cameroun, il compte une population estimée à environ 1,5 million. En outre, le Gabon est un pays au sous-sol très riche, dont l'exportation du pétrole est le pilier de son économie. Le pétrole est en effet resté longtemps la ressource naturelle la plus importante du pays depuis les années 70, il représente 60 % des revenus de l'Etat et plus de 40 % du PIB gabonais. De plus, son secteur pétrolier comprend plus de quinze compagnies étrangères, dont les deux premiers producteurs sont Total Gabon (85.000 barils/jours) et Shell Gabon (50.000 barils/jours), qui ont assuré en 2008 à eux seuls près de 70% de la production gabonaise. Toutes fois, les rentes pétrolières du Gabon sont si confortables depuis le milieu des années 1970, ce qui a permis au pays de créer avec les compagnies pétrolières exploitant son or noir, une Provision pour investissement diversifiés (PID) qui permet de réinvestir les flux financiers générés par le pétrole dans des projets de développement. C'est ainsi que naissent, entre autres, Agripog (agriculture vivrière), Agrogabon (industrie d'huile de palme et savonnerie), Sosuho (industrie sucrière), etc. Mais l'exploration en offshore ultra profond et les gisements découverts emmènent le Gouvernement à penser que l'industrie pétrolière gabonaise peut maintenir sinon améliorer son niveau actuel de production.

L'industrie pétrolière Africaine a été dès l'exploration de son Or Noir l'apanage des compagnies étrangères, mais reste essentielle à la vie économique du continent. En 2008, sur les 20 premières entreprises privées mondiales, 12 sont des compagnies pétrolières. En 2009, le seul commerce du pétrole représente des échanges de l'ordre de 6 milliards de dollars par jour. Cette commodité vient souvent d'ailleurs : l'Europe et les États-Unis en importent chaque jour 1,5 million de tonnes (ou 10 millions de barils) chacun. Ainsi, l'industrie africaine du pétrole suscite des

convoitises considérables ; elle exige des gouvernements, responsables du bon fonctionnement de leurs États, une surveillance permanente, pour s'assurer l'approvisionnement régulier des pays consommateurs.

Au cours des quinze dernières années, l'Afrique a acquis une position centrale dans le monde pétrolier. Ce repositionnement est très largement lié à la révolution technologique de l'*off-shore* profond, qui a permis une série de découvertes importantes notamment dans le golfe de Guinée (Angola, Nigeria, Guinée équatoriale). Aujourd'hui, par son industrie pétrolière, l'Afrique est une des rares provinces pétrolières hors du Moyen-Orient et de la Russie qui ait un réel potentiel d'augmentation des capacités de production. Le poids relatif de l'industrie pétrolière en Afrique est en réalité stratégique car la production africaine est un élément clé de l'approvisionnement du marché mondial. En effet, la structure globalisée du marché pétrolier et le caractère fongible du pétrole impliquent que l'équilibre du marché et donc le prix sont déterminés par les barils « marginaux ». De fait, il n'est pas rare, lorsque le marché est tendu (comme c'est le cas depuis le début des années 2000), que les baisses temporaires de production au Nigeria, dues à l'instabilité politique et sociale récurrente dans les régions productrices du delta du Niger, se répercutent par une hausse du prix mondial du pétrole.

Plus fondamentalement, la région du golfe de Guinée est l'une de celles dont la production et les réserves ont le plus considérablement augmenté depuis une dizaine d'années, grâce à la multiplication d'importantes découvertes effectuées essentiellement dans l'*off-shore* angolais, nigérian ou encore équato-guinéen, et à la mise en production de gisements terrestres dans des pays jusqu'alors non producteurs comme le Soudan et le Tchad. La production régionale, qui était de 2,3 millions de barils par jour en 1985, a ainsi doublé depuis 20 ans.

Toutes fois des inquiétudes se sont accentuées avec la promotion acharnée, un peu partout dans le monde, des biocarburants et le matraquage par les médias internationaux de ce qu'on nomme le "Pick Oil" et qui désigne l'épuisement des réserves mondiales du pétrole. Ces appréhensions s'avèrent légitimes pour une économie comme celle de l'Afrique, dans laquelle l'industrie pétrolière a tenu et tient encore une place exceptionnelle, voire prépondérante. L'avenir de son industrie pétrolière se tourne vers la Chine dont l'embellie économique et le poids

démographique exige une consommation d'énergie plus vigoureuse que par le passé. D'ici 2030, les experts prévoient que la demande chinoise passe à plus de 13 millions de barils/jour, dont 80% seraient importés. Ces volumes considérables poussent la Chine à multiplier les offensives diplomatiques et économiques pour sécuriser leurs importations de pétrole en Afrique.

Les contours du contexte ci-dessus décrit, constituent le cœur de notre thème dont le développement passera par un plan en trois parties, dont :

- Un cadre théorique et méthodologique avec en son sein une problématique, des objectifs de recherche et une revue de littérature ;
- Un cadre conceptuel et organisationnel dont l'objectif principal est de parfaire la compréhension et la lisibilité du thème ainsi développé ;
- Un cadre analytique assortie de recommandations qui découlent de l'analyse des données collectées.

## **CHAPITRE I : CADRE THEORIQUE**

### **I- Problématique**

Faute de moyens techniques, technologiques, et financiers, les pays Africains ont été et sont globalement toujours à la traîne, pour à la fois explorer et exploiter leurs sous-sols afin d'en extraire les innombrables richesses que les géologues et autres techniciens de l'énergie leurs prêtent.

En effet, si tant est que cela soit vérifié, le sol et le sous-sol africain regorgent de richesses innombrables et multiformes dont le pétrole. C'est de cette matière première qu'il s'agit dans ce mémoire, car sa complexité est qu'elle représente à la fois une source importante de rentrées de devises à travers les exportations, mais en même temps une source de conflits internes lorsqu'elle est mal gérée et que ses retombées soient mal réparties entre les différentes tendances et couches de la population. Il n'y a pas de doute que les exportations pétrolières par les pays africains contribuent grandement à l'équilibre des balances commerciales aidant ainsi à l'accélération du processus du développement des pays africains qui parviennent à en trouver et à l'exploiter comme c'est le cas du Gabon qui a retenu comme tête de fil dans ce processus la Compagnie française Total.

Cependant, les problèmes dont nous parlions plus haut peuvent être répertoriés à travers les axes ci-dessous, pour mieux comprendre les enjeux et les perspectives de l'exportation pétrolière par les pays africains. En effet, les conflits internes associés aux endettements des Etats allant des fois jusqu'à l'hypothèque des revenus pétroliers ne sont pas toujours de nature à permettre une plus grande transparence dans l'exploitation et les opérations de ce pétrole. Le pétrole était une source d'énergie accusant de plus en plus certaines pertes de vitesse, parce que menacée par l'exploitation et le développement des énergies renouvelables, dont l'énergie verte.

En Afrique, la gestion du pétrole demeure une affaire paradoxale, parce que gérée par l'Etat de façon tout à fait privée, avec un processus dont la première caractéristique demeure le manque de transparence. Tout ce qui précède ne cesse

de faciliter la marginalisation de l'Afrique pétrolière qui ne parvienne toujours pas à s'accrocher au wagon de la mondialisation.

A l'instar du Gabon, l'exploitation en Afrique est en déclin, car non seulement le cadre réglementaire de l'activité de prospection n'a pas évolué, mais aussi et surtout les investissements effectués restent timides par rapport aux ressources financières générées. A cela, il faudrait ajouter le double jeu pratiqué par les compagnies pétrolières partenaires, à l'instar de Total Gabon dont il est difficile de dire avec certitude qu'elle défend avec constance, franchise et détermination les intérêts du pays partenaire. Nous en voulons pour preuve la forte utilisation d'une main d'œuvre étrangère pour toutes les opérations de sous-traitance, sans pour autant oublier l'orientation volontaire des exportations pétrolières vers des pays cibles dont la sélection est tout à fait subjective parce que n'ayant pas toujours les meilleures offres.

Par ailleurs, ces pays Africains présentent quelques anomalies que l'on ne peut s'expliquer compte tenu de la manne financière qu'ils engrangent grâce aux revenus pétrolières. Nous pouvons citer la faiblesse du réseau routier, celle de l'équipement portuaire avec, par ailleurs le caractère insuffisant du nombre de ports ; Le tout, assorti d'une étroitesse et d'une dégradation des infrastructures nouvelles ou anciennes. Même si d'énormes efforts sont de temps en temps fournis, nous voyons qu'aussi bien de manquent pas qui viennent durcir les conditions d'exploitation et d'exportation pétrolières par les pays Africains.

Le contexte ci-dessus représente malheureusement le visage des pays dotés de ressources pétrolières et qui doivent en gérer les enjeux et les perspectives pour à la fois l'environnement, l'économie, la prospérité et la santé publique des populations autochtones. Aussi, nous avons retenus comme principale question de recherche : « Quels sont les enjeux et les perspectives de l'exportation pétrolière par les pays Africains vus à travers le cas de Total Gabon ? »

## **II- Objectifs de recherche**

Ils seront de deux natures dont un objectif général et quelques objectifs spécifiques.

a- L'objectif général

Etudier à travers le cas de Total Gabon les enjeux et perspectives de l'exportation pétrolière par les pays Africains.

b- Les objectifs spécifiques

Ils seront du nombre de quatre et leur importance va résider dans la capacité à faciliter la réalisation de l'objectif général :

- Analyser la perception par le Ministère Gabonais de l'Economie et des Finances, les enjeux et les perspectives de l'exportation pétrolière ;
- Analyser les perspectives d'exploitation pétrolière au Gabon, telles que perçues par le Ministère des Mines ;
- Analyser l'évolution aussi bien en terme de prospective que de perspective des exportations pétrolières du Gabon telles que perçues par la Direction des Statistiques ;
- Analyser les perspectives d'exportation pétrolières telles que l'envisage Total Gabon.

### **III- Hypothèses de travail**

Une hypothèse bien qu'étant une affirmation, doit toujours intégrer deux ou plusieurs phénomènes dont toute évolution de l'un doit entraîner une évolution de l'autre.

Nous en retiendrons trois :

- Hypothèse 1 : le dynamisme de l'exportation pétrolière par les pays Africains contribue à l'équilibre de leurs balances de paiements ;
- Hypothèse 2 : la transparence dans la gestion des ressources pétrolières est une source d'équilibre économique et social en Afrique ;
- Hypothèse 3 : les pays Africains exportateurs de pétrole doivent se préparer à une diversification, pour ne pas être surpris par l'émergence des énergies innovantes.

#### **IV- Intérêt du sujet**

Au cours de ces dernières décennies, les gisements minéraux sont devenus des secteurs très riches qui font l'objet d'une exploitation croissante dans les industries extractives des pays pétroliers d'Afrique. Les économies pétrolières d'Afrique se limitent pour la plupart à un seul secteur, dont le pétrole est la source principale, voire quasi unique de recettes fiscales. Certes, l'exportation pétrolière a pu susciter ou alimenter sur le continent des guerres civiles, des violences des droits de l'homme et entretenir la pauvreté, mais les revenus issus de l'exportation pourraient favoriser la transition des pays pétroliers africain dit aujourd'hui de pays en voie de développement.

En plus 30 ans, des découvertes importantes de nouveaux gisements ont été faites au Gabon et le taux de récupération du pétrole a augmenté grâce à l'amélioration de technique autant de prospection que de forage. Les industries du monde dépendent de plus en plus de cet or noir, dont l'exportation est inévitable pour la croissance économique du Gabon, mais aussi du fait que le prix du pétrole est fixé par des normes internationales ainsi que le transport de ce dernier. Il convient donc par le commerce international de pouvoir maîtriser les procédures qui s'étalent sur exploitation, le conditionnement, puis des moyens logistiques afin de faire valoir au mieux le pétrole Gabonais sur le marché mondial.

L'économie Gabonaise est essentiellement tournée vers l'exportation du pétrole, principale ressource du pays. Les puits de pétrole sont considérés en baisse, malgré la découverte de sites prometteurs. D'où la nécessité d'appuyer l'objectif du gouvernement à diversifier ses secteurs d'activité, afin que la croissance du pays ne repose pas que sur l'exportation du pétrole, pour qu'une politique de réserves de ses gisements assurent à long terme son économie et la pousse d'avantage vers le développement.

#### **V- Revue de littérature**

Pour la réalisation de cette partie nous avons dû nous référer à de nombreuses sources, dont essentiellement des sites internet comme en témoignent notre bibliographie et nos notes de bas de pages.

En effet, l'industrie pétrolière est un secteur tellement évolutif que seul un outil comme internet est capable d'en suivre le rythme d'évolution.

Le pétrole est une huile minérale essentielle qui fournit la grande majorité des carburants liquides, ce qui lui vaut d'être considéré comme l'un des principaux piliers de l'économie mondiale en devenant une ressource majeure de l'industrie actuelle.

Mais l'histoire de cette matière première prend sa source dans les débuts de son exploitation. En effet, les premiers usages du pétrole date de la seconde moitié du XIXème siècle, mais cette matière était connue et utilisée déjà dès l'Antiquité. Alors recueillie dans des affleurements naturels, cette huile minérale était employée par les civilisations mésopotamiennes dès 6000 av. JC, en tant que produit pharmaceutique et cosmétique, comme combustible pour les lampes à huile ou encore pour le calfatage des bateaux. Au Moyen Age, les Byzantins puis les Vénitiens l'utilisèrent pour incendier et couler les navires ennemis.

Ainsi naît l'industrie pétrolière dont le nom est associé à celui d'Edwin Drake, qui a été le premier à produire du pétrole en forant un puits en Pennsylvanie, en 1859. D'où les États-Unis produisirent les premiers barils de l'ère moderne, soit 274 tonnes en 1859. La ruée vers l'or noir commence alors dans différentes régions du monde telles que la Californie, la Transylvanie, la Pologne et l'Azerbaïdjan.

L'industrie pétrolière est née aux ETATS-UNIS et a connu au fil des années une évolution sans cesse qui a gagné le monde industriel.

En 1870, John D. Rockefeller fonde la *Standard Oil*, une société de raffinage dont l'activité principale est la production du kérosène comme source d'éclairage, il s'assure progressivement une situation de monopole sur le raffinage américain.

En 1885, tandis que la famille Rothschild lance la production pétrolière en Russie, la compagnie néerlandaise *Royal Dutch* développe la production à Sumatra. Parallèlement, le chimiste américain Benjamin Silliam Jr étudie certains produits obtenus par distillation du pétrole : goudrons, lubrifiants, naphta, solvants et l'essence.

En 1892, Marcus Samuel fonde la compagnie *Shell* afin d'assurer le transport de l'or noir par le canal de Suez.

En 1896, l'invention de l'automobile par Daimler et Benz donne une nouvelle impulsion à ce marché.

Par ailleurs l'essor de l'exploitation pétrolière a accru le développement de l'industrie de l'or noir. En 1901, le premier puits foré dans le gisement de Spindletop au Texas marque le début d'une ère nouvelle, alors même que la généralisation du moteur à explosion entraîne une demande accrue en carburants liquides. Cette ressource s'impose comme une source d'énergie majeure : sa production augmente de façon soutenue jusqu'à la Seconde Guerre mondiale puis l'approvisionnement en pétrole devient un enjeu majeur du conflit.

A partir de 1945, l'industrie pétrolière se développe mais reste dominée par la production américaine qui représente alors 60% de la production mondiale.

Entre 1950 et 1973, la forte croissance économique des pays développés s'accompagne d'un très fort accroissement de la consommation d'énergie, qui triple en 20 ans. Le pétrole, alors bon marché, remplace progressivement le charbon pour alimenter les centrales électriques et l'industrie. Sa production est multipliée par 7, mais vers 1970, il apparaît qu'une croissance exponentielle de la production ne peut pas être maintenue indéfiniment.

En raison de cela, et afin de limiter les impacts néfastes apportés par ce genre de crise pour l'avenir, les Etats commencèrent à prendre certaines mesures, tournant notamment vers la diminution de la prise de pouvoir des multinationales. Ainsi, des lois furent votées sur le sujet, et des initiatives d'exploitation nationale furent entamées. De plus, les grandes entreprises affectent énormément de somme à des recherches, visant à l'amélioration de la production de pétrole. En conséquence, malgré la place prépondérante qu'ont prisent les multinationales, après les deux crises, une profonde mutation s'est opérée dans le monde de l'industrie pétrolière. Aujourd'hui, le transport du pétrole se fait principalement avec les pipelines, ou les navires pétroliers. Néanmoins, avec le contexte international actuel, associant mondialisation, protection de l'environnement, et besoin toujours croissant en énergie, les industries pétrolières se trouvent face à un tout autre problème à gérer.

De plus, l'épuisement des réserves pétrolières connues nécessite la découverte de nouveaux puits. En définitive, en parallèle avec l'émergence des nouvelles formes d'énergies alternatives, telle que l'énergie solaire, ou l'énergie éolienne, les industries pétrolières, pour leurs parts, préfèrent se tourner davantage vers l'exploitation de gaz naturel, laissant, de plus en plus, l'exploitation du pétrole, qui se présente comme une activité peu rentable pour l'avenir.

L'industrie pétrolière se définit comme étant l'ensemble des sociétés qui s'occupent de tout ce qui concerne la découverte, l'exploitation, et la commercialisation du pétrole. En d'autres termes, elles se chargent de l'extraction de différentes ressources, enfouies dans le sol, notamment le pétrole, et s'occupent, par la suite, de leur transformation en carburants, en matières plastiques ou autres, suivant un procédé de raffinement précis.

En outre l'industrie pétrolière traite de la chaîne industrielle du pétrole et du gaz naturel, du gisement jusqu'au consommateur. Comprendre le pétrole et le secteur pétrolier, c'est avant tout comprendre les caractéristiques et spécificités de cette énergie depuis longtemps baptisée l'Or noir.

Le pétrole étant très étroitement lié au développement industriel et à l'accroissement du niveau de vie d'un pays, aucun gouvernement ne peut se désintéresser de l'industrie pétrolière, quelque soit le rôle joué par la production locale, dans la couverture des besoins nationaux. Les pays producteurs comptent, pour le financement de leur économie, sur les ressources que leur apportent leurs exportations pétrolières. Inversement, les pays consommateurs cherchent à diminuer leur dépendance vis-à-vis des précédents en diversifiant leur approvisionnement pour s'assurer une certaine sécurité et en développant de nouveaux substituts énergétiques. Dans ce nouveau contexte, les entreprises pétrolières, avec l'objectif de se diversifier et d'améliorer leur image, se déclarent, pour la plupart, favorables aux actions permettant de préserver l'environnement, et en particulier à l'accord de Kyōto entré en vigueur en février 2005.

Plusieurs sociétés ont été conduites à accroître fortement leur engagement dans le secteur des énergies renouvelables, ce qui les amènera à devenir des sociétés multi-énergies.

L'une des caractéristiques, lourde de conséquences, de l'industrie pétrolière est que la première de ses activités est la recherche de nouveaux gisements, qui reste affectée d'un fort coefficient d'incertitude, ce qui rend pratiquement impossible l'évaluation de l'effort d'exploration. Au début des années 2000, le taux de succès des forages d'exploration était de 30 %.

Cela peut sembler faible, mais il n'était que de 20 % au début des années 1980. Mais encore faut-il qu'une fois découvert, le pétrole s'avère commercialement exploitable, cela dépend non seulement du volume des réserves du gisement, mais aussi de sa situation géographique, à terre ou en mer, c'est-à-dire du montant des investissements nécessaires pour sa mise en exploitation.

La recherche du pétrole est une opération qui nécessite « compétence, finance et patience ». Le volume des capitaux risqués dans l'exploration implique, à l'origine de l'activité de prospection, de puissants moyens techniques et financiers, que ce soit de la part des sociétés privées ou des sociétés nationales. Une idée de la capacité financière que doivent avoir les compagnies pétrolières peut être donnée par le fait que les investissements de l'industrie sont élevés quelque soit le taux de production, qui repose sur un processus continu de production régulière et doit donc fonctionner à plein régime. Elle nécessite une main-d'œuvre hautement qualifiée, mais dont l'effectif reste faible.

Malgré l'importance du pétrole pour les systèmes économique et financier mondiaux, investir dans ce milieu reste un défi considérable, présentant une grande part de risque. La découverte, l'exploitation, le transport, la transformation, et la distribution, se font, le plus souvent, par plusieurs entreprises, se chargeant chacune d'une étape de la production pétrolière. Seules quelques grandes industries, y trouvant du profit, investissent dans une production complète des produits pétroliers, allant du forage jusqu'à la vente.

Néanmoins, en prenant en compte le fait que le pétrole est la principale source d'énergie de notre temps, les industries pétrolières sont, alors, fortement surveillées, voire contrôlées par l'Etat. En effet, elles ont une forte influence sur l'économie de certains pays.

Par ailleurs, elles ont également la particularité d'appartenir à un secteur d'investissement très instable, donc risqué et très coûteux. D'ailleurs, en rapport à cela, le secteur pétrolier présente deux aspects distincts : tout d'abord, dans le cadre

des activités industrielles, le coût salarial de la main-d'œuvre tombe largement en dessous du coût d'entretien des machines, nécessaires à l'exploitation. Ensuite, la rentabilité du marché du pétrole dépend fortement de la fluctuation de l'offre et de la demande, qui s'avère être très instable. En effet, dans ce secteur, l'augmentation et la diminution des prix s'opèrent d'une manière très aléatoire, et peuvent provoquer des crises et des faillites. En termes clairs, le secteur pétrolier comporte énormément de risque pour les investisseurs financiers car, les profits dépendent entièrement de la situation instable du marché pétrolier

De plus, les grandes entreprises affectent énormément de somme à des recherches, visant à l'amélioration de la production de pétrole. En conséquence, malgré la place prépondérante qu'ont prisent les multinationales, après les deux crises, une profonde mutation s'est opérée dans le monde de l'industrie pétrolière.

Aujourd'hui, le transport du pétrole se fait principalement avec les pipelines, ou les navires pétroliers. Néanmoins, avec le contexte international actuel, associant mondialisation, protection de l'environnement, et besoin toujours croissant en énergie, les industries pétrolières se trouvent face à un tout autre problème à gérer, la combustion du pétrole comme carburant produit des gaz à effet de serre et d'autres polluants atmosphériques, comme les oxydes d'azote, le dioxyde de soufre, les composés organiques volatiles et les métaux lourds.

La situation macroéconomique du Gabon en 2010 a été marquée par une amélioration des indicateurs économiques et sociaux. En effet, le taux de croissance retrouve un niveau positif (5.5%), le solde budgétaire s'améliore et le compte courant s'accroît malgré un taux d'inflation supérieur à son niveau statutaire.

Cette embellie macroéconomique est consécutive, d'une part, à la hausse des investissements, occasionnée par les chantiers de la Coupe d'Afrique des nations (CAN 2012) et d'autre part, à l'amélioration de la conjoncture internationale avec la hausse des cours de matières premières telle que le pétrole.

Malgré la baisse attendue du taux de croissance en 2011 par rapport à 2010, les soldes budgétaire et courant devraient s'améliorer en 2011 et 2012 en liaison avec le lancement depuis le 2<sup>e</sup> semestre 2010 des projets de revitalisation des routes nationales, de transformation locale du bois et de construction des logements

sociaux, mais aussi des renouvellements contractuels avec les majors de l'industrie pétrolière. Ce dernier, se veut comme but, la recherche de nouveaux gisements de pétrole. Ces projets devraient être en mesure de répondre aux attentes et préoccupations importantes des populations en termes de retombées économiques, de prise en compte de la demande sociale en emplois, logements et mieux-être.

Le pétrole est une énergie de laquelle découlent d'autres énergies dérivées dans le monde ne peut à ce jour se passer, d'où son poids dans les échanges internationaux.

Le Moyen- Age nous permet de remonter à l'origine du commerce international, car c'est une époque marquée par "la route vers la soie", laquelle se consacre au voyage de Marco POLO vers l'Asie et de la découverte des côtes africaines, qui a conduit à la construction des comptoirs pour acheminer plus facilement la marchandise vers l'Asie.

Par ailleurs, la découverte des Amériques a permis le commerce triangulaire (Amérique-Europe-Afrique). Au début du XIXe siècle, notamment après la Première Guerre Mondiale les conséquences furent importantes et ont eu pour cause le développement du commerce, car le commerce triangulaire ne suffit plus, la sur-production des marchandises a conduit à la recherche d'autres débouchés. On assiste alors au développement des constructions marines, des cartographies maritimes, de mesures du temps, développement des outils financiers (introduction généralisée du chèque). On assiste également à la révolution des transports (machine à vapeur, apparition des chemins de fer), mais aussi à l'ouverture vers les pays dits fermés de cette époque : Japon, Australie, Canada, Argentine.

Au XXe siècle la révolution des transports est encore plus marquante, introduction du moteur à explosion, apparition et développement du transport aérien, informatique et télécommunications connaissent une spécialisation de plus en plus grande, le commerce des matières premières indispensable pour ces industries qui se développent.

Le commerce international est l'échange de biens, services et capitaux entre pays. Ce type de commerce existe depuis des siècles, mais il connaît un nouvel essor du fait de la mondialisation économique.

Par ailleurs il existe un droit des opérations de commerce international, formalisé notamment par les incoterms de la Chambre de commerce internationale.

Le commerce international comprend toutes les opérations sur le marché mondial. Il est l'organe regroupant les divers pays du monde engagés dans la production des biens destinés aux marchés étrangers. Lequel marché comprend :

- Le commerce de concentration: qui consiste à assembler les petites productions locales ou régionales dans des comptoirs créés à cette fin, en quantités convenables pour être manipulés sur le marché mondial.
- Le commerce de distribution: consiste à se procurer les marchandises en très grandes quantités sur le marché mondial et à les emmagasiner pour les distribuer aux consommateurs sur le plan mondial.

Le commerce extérieur s'effectue entre les habitants de deux ou plusieurs pays. Il comprend les importations, achats à l'étranger et les exportations, ventes à l'étranger des biens produits à l'intérieur d'un pays. D'où les accords régionaux de différents types, reflétant chacun des degrés d'intégration économiques distincts permettant de renforcer la notion de commerce international, on distingue à cet effet trois grands types d'organisations économiques régionales :

- La zone d'échange préférentielle qui lève les obstacles au commerce inter-régional pour certains produits. et la CEE depuis les années 1960 (pour les hormones par exemple, source de conflit au sein de l'OMC).
- La zone de libre-échange qui est marquée par une suppression des obstacles tarifaires, à travers l'ALENA depuis 1994.
- L'union douanière qui combine une libre circulation des marchandises et l'adoption d'un tarif extérieur commun, c'est-à-dire des taxes douanières identiques à chaque pays membre vis-à-vis des pays tiers.

L'internationalisation des échanges de biens et services s'est intensifié depuis les années 1980. Mais c'est depuis la deuxième guerre mondiale que les flux d'échanges augmentent toujours plus vite que la production mondiale. Cela traduit une ouverture croissante des économies aux échanges. Cependant, les flux d'échanges ne sont pas homogènes sur toute la surface de la planète.

Constatons d'abord que les flux d'échanges commerciaux les plus importants ont lieu entre les pays de la Triade (Europe de l'Ouest, Amérique du Nord et Japon).

Ensuite, le développement d'unions régionales sous différentes formes (zone de libre-échange, union douanière, marché commun, union économique et monétaire) a conduit à une certaine régionalisation des échanges.

Ces dernières décennies ont aussi vu l'émergence d'un groupe de nouveaux pays industrialisés d'Asie du Sud-est (NPIA) ainsi que la Chine et l'Inde qui se sont intégrés dans le commerce mondial et sont venus modifier la division internationale du travail traditionnelle.

Par contre, de nombreux pays en voie de développement restent nettement à l'écart des flux d'échanges.

Ce processus de mondialisation trouve ses origines dans l'importante évolution des progrès technologiques de ces dernières décennies (diffusion des NTIC) ou encore avec le développement du transport mondial (par voies aérienne ou maritime) dont les coûts ont fortement baissé facilitant ainsi la multiplication des échanges. La création de l'OMC en 1995, dans la continuité des accords du GATT, a vu naître une organisation permanente qui régule les conflits commerciaux et participe au développement du commerce mondial, en favorisant les accords commerciaux multilatéraux. La mondialisation correspond à la fois un processus de création d'un marché mondial de biens et services, en même temps qu'une globalisation financière et un marché des changes qui prend une importance croissante.

Ces deux dernières décennies, les échanges commerciaux internationaux ont grandement augmenté, plus particulièrement pour les pays développés, et pour les nouveaux pays industrialisés, favorisant la croissance de ces derniers. Les pays les moins avancés n'ont pas connu une telle hausse des échanges commerciaux internationaux. Le volume du commerce mondial a triplé depuis la chute du Mur de Berlin en 1990.

Les retombées sur les pays en développement ont été beaucoup plus prononcées que lors des précédentes phases de ralentissement des années 1990. Après avoir atteint 5,4 % en 2000, leur croissance économique n'a été que de 2,1 % en 2001. Seules la Chine et l'Inde, deux économies de grande taille et encore relativement

fermées, sont restées plus ou moins à l'abri de l'influence déprimante des marchés mondiaux.

En raison de ce cadre économique, l'évolution du commerce mondial de marchandises a vécu son plus fort recul depuis la deuxième crise pétrolière du début des années 1980. Dans le premier semestre de 2002, le volume a repris progressivement, mais le contexte reste celui d'une croissance mondiale hésitante. Si la valeur des importations de l'Union européenne et des Etats-Unis a diminué de 6 % par rapport à la même période en 2001, au Japon et en Amérique latine sa diminution a dépassé 10 %. Inversement, en Chine et en Russie les importations ont augmenté respectivement de 10 % et 7 %. Grâce à un incrément de la demande, surtout en Amérique du Nord, en 2002 le volume du commerce mondial de marchandises devrait croître de 1 % par rapport à l'année précédente. La croissance de la valeur des exportations sera légèrement supérieure suite à une appréciation générale du dollar prévue au cours de l'année.

Selon les estimations, le volume des exportations mondiales de marchandises a diminué de 1 % en 2001 alors qu'en 2000 il atteignait 11 %, ce qui correspond à la croissance la plus forte de la dernière décennie. La production et les échanges ont subi un fort ralentissement à cause d'une stagnation générale des investissements et d'une faible croissance de la consommation finale (2-2,5 %), satisfaite par ailleurs par des stocks accumulés précédemment.

La brusque interruption des investissements en équipements liés aux technologies de l'information dans les pays de l'OCDE, en même temps que le moindre dynamisme de la consommation de ce type de produits, ont déterminé une détérioration du commerce international du matériel de bureau et de télécommunication qui a touché en particulier les exportations des pays asiatiques spécialisés dans la production de cette catégorie de marchandises. En 2001, la valeur des exportations mondiales de marchandises a diminué de 4 % à 6 milliards de dollars : la plus importante baisse enregistrée depuis 1982. Dans toutes les régions économiques, une chute des recettes provenant des exportations s'est produite, sauf dans les économies en transition qui ont connu une augmentation des recettes de la vente de combustibles. La chute de la valeur des exportations a été

enregistrée pour les trois principaux groupes de produits : produits agricoles (-1 %), produits des industries extractives (-8 %) et manufacturés (-4 %).

La participation du continent africain à la valeur du commerce international reste ancrée à 2,4 %. Pour l'année 2001, la diminution des exportations africaines (-5 %) touche surtout les produits destinés à l'Asie (-13 %) et à l'Amérique du Nord (-9 %). Sont particulièrement concernés les produits miniers. Au contraire, la contraction des exportations du Moyen-Orient (-9 %) se concentre sur le flux vers l'Europe occidentale en termes de variation annuelle relative (-19 %) : est notamment touchée la valeur de l'exportation des produits des industries extractives (-25 %).

La part des pays en développement dans les exportations mondiales de marchandises a légèrement diminué en 2001 après avoir atteint le niveau record de près de 30 % en 2000. Le commerce mondial a joué un rôle majeur dans la transmission du ralentissement économique du monde industrialisé aux pays en développement. Selon la CNUCED, après une expansion de 14 % en 2000, le volume des exportations des pays en développement a progressé de moins de 1 % en 2001. La diminution de l'exportation de produits de technologies de l'information des pays de l'Asie de l'Est et de celle du pétrole auraient pesé sur la diminution de la valeur des exportations de 6 % des pays en développement. Dans le secteur des services, sauf en Afrique, il y a eu une réduction généralisée de l'affluence de touristes après les attentats du 11 septembre 2001.

Le profil de participation du groupe des pays en développement au commerce international est lié pour 70 % aux articles manufacturés, et pour certains aux produits manufacturés à forte intensité technologique. Cependant, peu de pays en développement semblent avoir réussi à établir un lien dynamique positif entre la croissance de ce type d'exportations et celle du revenu. La raison en est que les pays en développement n'interviennent souvent qu'au stade de production à faible niveau de qualification (opérations d'assemblage) ; la partie de valeur ajoutée manufacturière étant ainsi minimale, le revenu reste relativement bas par rapport aux autres stades de production à haut contenu de recherche et développement (R&D) et à haute complexité technologique, localisés dans les pays industrialisés. La structure d'échange dans ces chaînes internationales de production, organisées par des

multinationales ou selon le modèle de sous-traitance, atteint une valeur d'environ 30 % des exportations mondiales.

La progressive montée en puissance de la Chine sur la scène du commerce international, avec une valeur des importations et des exportations qui dépasse celles du Moyen-Orient, de l'Afrique ou de l'Amérique latine (sans considérer le Mexique), inquiète plusieurs pays en développement possédant une structure commerciale analogue.

Il n'y a pas de doute que le pétrole et l'industrie pétrolière, bien que ayant des inconvénients du point de vue environnemental n'en présentent pas moins une utilité à la fois économique et sociale.

En 1950, Jacob Viner (*The Custom Union Issue*) a tenté de prévoir les conséquences de la constitution d'unions économiques régionales. Elles ont selon lui un double impact sur le commerce international, nous n'en retiendrons qu'un. Selon l'auteur les unions économiques et régionales sont créatrices de flux. Elles permettent une collaboration, et donc une spécialisation accrue des différents pays membres qui accroît le commerce international. Elles permettent une meilleure entente et une connaissance accrue des partenaires commerciaux qui apporte confiance et facilité dans les échanges (il est par exemple plus aisé d'organiser un échange avec les Allemands qu'avec les Chinois). Enfin le développement de certains secteurs protégés peut finalement se révéler profitable pour certaines économies étrangères. La politique agricole commune, bien qu'ayant freiné les importations agricoles américaines, a toutefois accru les commandes à ces derniers de matériel agricole.

Par ailleurs, le commerce international devient incontournable, aucun pays ou unions sous régionales ne peut se suffire à lui-même, l'ouverture vers les autres pays est nécessaire pour la croissance économique, pour le développement des industries, pour le transfert des technologies, l'investissement étranger. Sur le plan social elle permet le développement des infrastructures, la création d'emploi du fait des multinationales, la découverte d'autres cultures par la circulation des personnes acteurs du commerce, sur le pays d'accueil.

Le pétrole est devenu un produit stratégique rendant ainsi son marché très convoité, donc objet de toutes les attentions.

Les caractéristiques de ce marché et son évolution sont suivis au jour le jour par des organisations et par les industries pétrolières du monde entier.

Tout comme les actions, le marché du pétrole a une bourse du pétrole et des produits finis, on peut les acheter « spot » ou à terme avec livraison à 1, 2 , 3...6 mois. Il faut signaler aussi que le pétrole peut être vendu ou acheté FOB *Free On Board* ou CIF *Cost, Insurance and Freight* comme les autres denrées.

Les prix du marché sont publiés quotidiennement par le journal spécialisé : le Platt's Oil Gramm. Comme il a été dit plus haut, une cargaison de pétrole peut être achetée et vendue à plusieurs reprises entre le moment où le pétrole est chargé au terminal de chargement et celui où il est déchargé au pays consommateur. Ces transactions sont le fait soit des traders des sociétés pétrolières, soit des courtiers indépendants, soit des deux. Parfois, dans une journée il suffit d'acheter et de vendre trois ou quatre cargaisons pour avoir un bénéfice confortable.

Pour les sociétés pétrolières, il est important de connaître aussi près que possible la valeur d'un pétrole d'une qualité donnée à un moment donné. Pour ce faire, à l'aide de programmes informatiques, on effectue une valorisation spot, c'est-à-dire qu'on détermine la valeur de cette qualité de pétrole avec les prix des produits finis du moment. En effet, connaissant la qualité de pétrole, et d'après une certaine structure de raffinage déterminée, on peut évaluer la quantité de propane/butane, d'essences, de Jet A1, de gasoil moteur et de fioul domestique que l'on peut produire, et donc le prix de ce pétrole (compte tenu de son coût de raffinage et de transport, marge, etc.).

Il y a aussi un autre problème qui fait varier le prix du pétrole : c'est la réserve en cas de guerre. En effet, dans la plupart des pays, la loi exige que les sociétés de raffinage possèdent une réserve de pétrole brut ou son équivalent en produits finis représentant, au bas mot, trois mois de consommation nationale. Ceci pour éviter, en cas de guerre, que l'armée soit à court de carburant. C'est ainsi que le prix des bruts fluctue au gré de la montée ou de la baisse des réserves (*réserve stratégique de pétrole*) aux États-Unis.

La moitié de la production pétrolière est échangée, en valeur un cinquième du commerce mondial environ, en fonction des fluctuations du prix du baril. Le volume totale des échanges s'est élevé à 1,2 milliards de tonnes en 1984.

Les utilisations "propres" du charbon d'une part et les énergies nouvelles d'autre part (énergies renouvelables comme l'énergie solaire ou l'énergie éolienne et, qui sait, à terme, fusion nucléaire) sont appelées à remplacer les hydrocarbures dans un monde où les besoins énergétiques sont en constante croissance. On estime en effet que la demande globale d'énergie devrait croître de plus de 40% entre 2000 et 2020, celle des PVD étant multipliée par trois. Les hydrocarbures ne seront pas à même de répondre à cette explosion de la demande.

Un marché pétrolier est fortement sensible aux aléas géopolitiques, les tensions qui pèsent sur le marché pétrolier tout au long de la filière n'expliquent pas l'intégralité du phénomène de flambée des prix observé depuis 2003. La recrudescence des incertitudes géopolitiques continue d'alimenter les craintes des marchés quant au risque d'interruption des approvisionnements pétroliers.

En effet, les foyers de tensions dans les pays producteurs de pétrole sont la principale cause de cette flambée. Le Moyen-Orient (60% des réserves mondiales prouvées de pétrole) représente le principal facteur d'instabilité des marchés. Redoutant une interruption durable des approvisionnements ou le blocage du détroit stratégique d'Ormuz (par lequel transite près de 20 % de la production mondiale de brut), les opérateurs réagissent à chaque nouvelle en provenance des deux principaux fronts actuels de tensions : la crise autour du dossier nucléaire iranien et la guerre en Irak. D'autres pays producteurs, notamment le Venezuela et le Nigéria sont également dans une situation jugée « peu stable », ce qui rend les opérateurs très sensibles à l'évolution de la situation interne dans ces pays.

La forte volatilité des cours pétroliers laisse suggérer que le marché pétrolier est entré dans une nouvelle phase caractérisée par une rupture par rapport à la période où le pétrole était à bon marché. Plusieurs facteurs peuvent être avancés pour justifier une telle réalité, il s'agit tout d'abord des considérations liées aux fondamentaux du marché pétrolier.

Du côté de l'offre, l'insuffisance des capacités résiduelles, amplifiée par la domination des régions à maturité dans la production pétrolière mondiale, se traduit par la mise

en production de nouveaux champs dont les coûts d'exploration et de développement sont très élevés.

A cet égard, l'Agence Internationale de l'Energie estime qu'il faudra investir d'ici 2030 plus de 6 trillions de dollars pour continuer de faire face à la croissance de la demande mondiale de pétrole, soit 220 milliards de dollars annuellement. Dans ces conditions, les prix pétroliers devraient évoluer à des niveaux permettant d'absorber l'accroissement des coûts unitaires et de renforcer le rendement du capital investi.

C'est d'ailleurs dans cette optique que s'inscrivent les orientations actuelles de l'OPEP qui défend implicitement une fourchette de prix comprise entre 50 et 60 \$/b. Le Cartel semble en effet déterminé à faire usage des quotas de ses membres (vers la hausse comme vers la baisse) pour stabiliser les cours pétroliers à l'intérieur de cette bande de fluctuation.

Du côté de la demande, il y a lieu de souligner que l'absence de réaction significative de la consommation pétrolière, face au contexte de hausse des cours internationaux depuis deux ans, résulte simultanément de l'inexistence à court terme de substituts énergétique et technologique économiquement viables à la ressource pétrolière.

Les pays émergents hors OCDE, qui alimentent déjà les trois quarts de la croissance globale du marché pétrolier, recèlent l'essentiel des besoins de mobilité devant être satisfaits dans le futur. La demande de carburants constitue un facteur puissant à même d'assurer la progression du marché pétrolier sur un rythme au moins égal à celui des deux dernières décennies, soit plus de 1,5 Mb/j par an.

Les contraintes liées aux fondamentaux du marché pétrolier sont, toutefois, contrebalancées par un certain nombre de facteurs. Il s'agit d'abord des considérations environnementales, le pétrole étant responsable de 40 % des émissions de CO<sub>2</sub> et de 30 % de la totalité des gaz à effet de serre. Dès lors, la tertiarisation des économies et les progrès techniques seraient de nature à accélérer le trend baissier de l'intensité en pétrole de la croissance mondiale. Le niveau actuel des prix pétroliers devrait constituer une opportunité pour favoriser les économies d'énergie et les produits de substitutions.

La seule source de difficulté est liée au modèle de croissance emprunté par la Chine, avec son vaste programme d'infrastructures et le rattrapage de revenu de sa population.

Ainsi, il est estimé que si ce pays rejoignait les standards européens de taux de motorisation (soit 585 véhicules pour 1000 habitants, contre environ 12 actuellement), il faudrait consacrer 80 millions de barils par jour pour la satisfaire, soit le niveau actuel de la demande mondiale.

De l'autre côté, la question des réserves pétrolières n'est pas encore tranchée. Les craintes d'un épuisement de la ressource pétrolière se sont avérées exagérées. A titre de rappel, le ratio (production/réserves prouvées) est passé de 30 ans en 1973 à plus de 50 ans actuellement, sachant que le potentiel de découverte et la montée du pétrole non conventionnel (huiles lourdes, off-shore, pétrole synthétique) pourraient rallonger cette durée de vie.

Tenant compte de l'ensemble de ces facteurs, la plupart des prévisions établies par les institutions internationales tablent sur un maintien des prix pétroliers à un niveau soutenu en 2007 dans une fourchette de 55-60 (\$/b), même si un tel niveau de prix n'a rien d'égal avec les pics enregistrés durant l'été 2006. Néanmoins, la plupart des prévisions des prix pétroliers s'attendent à une modération progressive des cours pétroliers, sous l'effet conjugué de l'amélioration de l'offre et de l'accroissement de l'efficacité énergétique.

L'écart de prévisions établies par les différentes sources est pratiquement plus importants pour ce qui est du court terme, en raison de la forte volatilité des cours pétroliers et leur sensibilité aux événements géopolitiques, au même titre que le comportement imprévisible de l'OPEP. En revanche, à partir de 2009, exception faite de l'EIA qui table sur un maintien des prix en dessus de 50 (\$/b) jusqu'à 2010, la plupart des prévisions projettent un prix de baril autour de 45 dollars à l'horizon 2015.

## **CHAPITRE II: CADRE METHODOLOGIQUE**

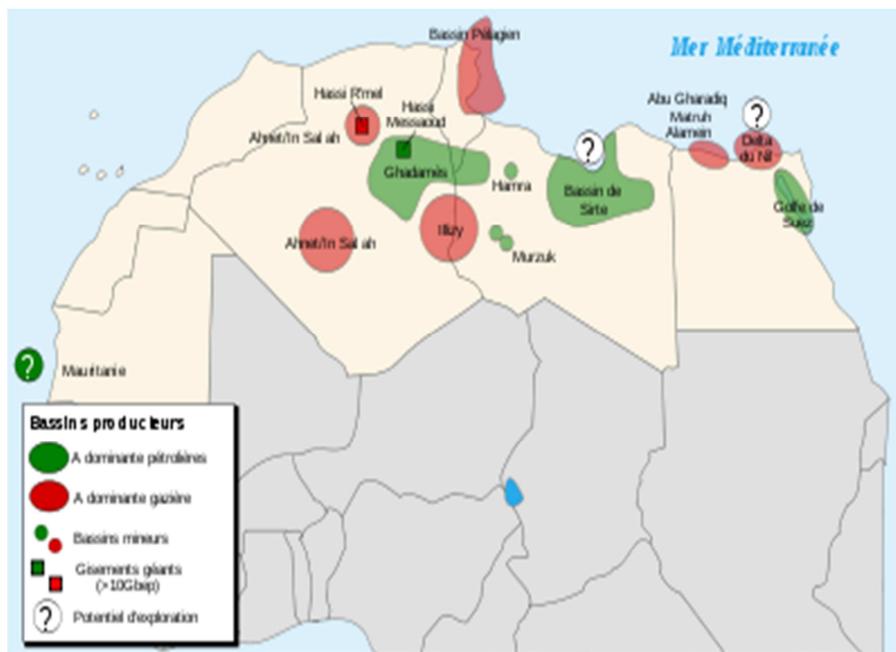
### **I- Cadre de l'étude**

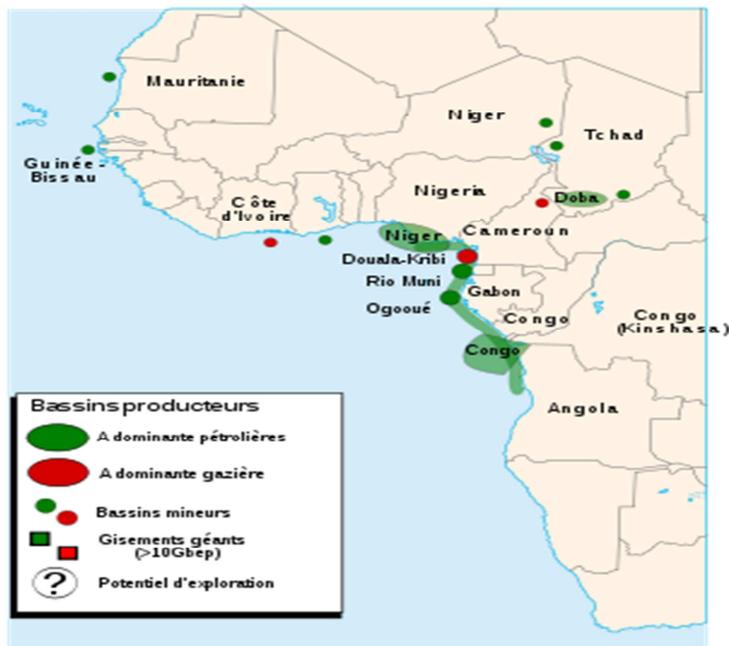
#### **A- Présentation de l'Afrique**

L'Afrique est un vaste continent qui s'étend sur environ 30 millions de km<sup>2</sup> et recouvre à elle seule 20% de la surface terrestre, soit 59 pays et territoires, traversés par 6 fuseaux horaires. Bordées par l'Océan Atlantique, l'Océan Indien, la Mer Méditerranée, la Mer Rouge elle est répartie sur cinq régions géographiques, à savoir : l'Afrique du Nord, l'Afrique de l'Ouest, l'Afrique Centrale, l'Afrique de l'Est et l'Afrique Australe.

Le continent africain regorge de beautés naturelles et les ressources minérales y sont en abondance. On trouve en effet en grande quantité du charbon, de l'or et des diamants, du fer et du zinc, de l'argile, du soufre, du sel et du pétrole. L'exploitation de ses ressources naturelles est très importante pour le continent, car elle est la source de vie de son économie. Laquelle repose sur un pilier majeur : le pétrole, qui occupe une place prépondérante.

Les pays producteurs et exportateurs de pétrole sont situés d'une part au nord et d'autre part à l'est du continent, tel que représentés ci-dessous :





Source : [www3.ac-clermont.fr](http://www3.ac-clermont.fr), 2007

En outre, en Afrique, les hommes sont dépendants du climat, au Maghreb et dans la région de l'Atlas, y compris au Sahara, on note la présence du peuple berbère qui est la plus ancienne communauté d'Afrique du Nord ; ainsi que les arabes qui sont originaires de la péninsule Arabique. Au sud du Sahara, ce sont les Noirs en grande majorité qui habitent cette région. Quant aux Indiens, ils sont regroupés dans les villes d'Afrique orientale et en Afrique du Sud ; où l'on note aussi la présence d'Européens. Dans le Sud, on trouve des ethnies comme les Bochimans qui sont des nomades chasseurs ainsi que les Hottentots, ancienne population dans le désert de Nabib. Enfin, les Pygmées habitent le bassin du Congo et vivent de l'exploitation de la forêt ils sont originaires des forêts équatoriales africaines.

Les régions les plus peuplées du continent se situent dans les bassins du Nil, du Niger, du Congo et du Sénégal et dans la région des Grands Lacs. Le Nigeria est le pays le plus peuplé. La population africaine s'élève à près de Selon le rapport de l'organisme américain, Population Reference Bureau (PRB), publié conjointement avec l'Agence d'aide du gouvernement américain (USAID), la population africaine a atteint un milliard, soit 1 011 202 543 habitants avec une croissance annuelle de 24 millions de personnes, elle compte 33.13 habitants/km<sup>2</sup> ce qui confère au continent une croissance démographique considérée comme la plus rapide du monde estimée

à 13% de la population mondiale.

Par ailleurs, l'économie africaine est certes très variée mais ne fournit qu'à peine 2% des exportations mondiales. La majorité de personnes en Afrique gagnent leur vie grâce à l'agriculture, surtout avec peu d'intrants. Toutefois, l'économie africaine se compose largement des exportations du pétrole brut, et d'autres produits pétroliers dont le gaz naturel et de minéraux. Dont et les pays exportateurs de gaz sont devenus extrêmement dépendants des revenus, 12 milliards de pieds cubes ont été produit par jour (Gpi / j) en 2001, soit 5% de la production mondiale commerciale ( elle détient 7,4% des réserves prouvées) dont la majorité des réserves prouvées sont en Algérie et au Nigeria. Pour l'Algérie par exemple l'huile et le gaz naturel produits comptent pour 97% des exportations, 30% du PIB et 60% des revenus du gouvernement, au Nigeria 95% des exportations, 20% du PIB et 65% des revenus du gouvernement, et au Gabon 80% des exportations, 40% du PIB et 65% des revenus du gouvernement.

Le rapport rendu public le 29 Mars à Addis-Abeba (Ethiopie) par la Commission Economique des Nations Unies pour l'Afrique (CEA), révèle que la croissance du PIB de l'Afrique est passée de 4,7% en 2010 à 5% en 2011, elle détient ainsi presque 10% des réserves mondiales de pétrole, ce qui attire de plus en plus d'investissements dans le secteur de la production pétrolière qui représente ainsi 7,3% des réserves prouvées de pétrole du monde.

## **B- Présentation du Gabon**

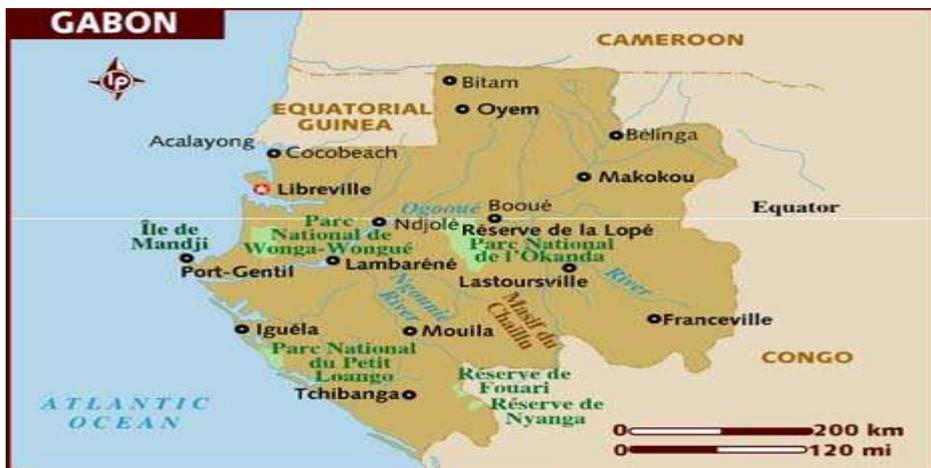
Le Gabon, est un pays situé à l'ouest de l'Afrique équatoriale, traversé par l'équateur, voisin du Congo-Brazzaville, de la Guinée équatoriale et du Cameroun. C'est un pays forestier où la faune et la flore sont encore bien conservées à travers notamment les Parcs nationaux, 85% du territoire est recouvert par la forêt.

Ancienne colonie française, le Gabon indépendant depuis le 17 Aout 1960 est divisé en 9 provinces, dirigées chacune par un gouverneur, elles-mêmes subdivisées en départements dépendant d'un préfet et, parfois, en districts, dépendant d'un sous-préfet.

- Estuaire

- Haut-Ogooué
- Moyen-Ogooué
- Ngounié
- Nyanga
- Ogooué-Ivindo
- Ogooué-Lolo
- Ogooué-Maritime
- Woleu-Ntem

Sa capitale est Libreville et sa capitale économique est Port-Gentil.



Source : [cartes.visoterra.com/carte-plan/gabon.htm](http://cartes.visoterra.com/carte-plan/gabon.htm), 2012

Estimée à environ 1,2 million d'habitants, la population du Gabon est à 80 % francophone, il s'agit de la plus forte proportion de tous les pays du continent africain. En outre la population du Gabon est principalement urbaine (73 %), presque un tiers de la population vit dans la capitale, Libreville. En conséquence, le pourcentage de la population qui dépend directement de la forêt pour survivre est relativement faible.

Estimée à environ 1,2 million d'habitants, la population du Gabon est à 80 % francophone, il s'agit de la plus forte proportion de tous les pays du continent africain. En outre la population du Gabon est principalement urbaine (73 %), presque un tiers de la population vit dans la capitale, Libreville. En conséquence, le pourcentage de la population qui dépend directement de la forêt pour survivre est relativement faible.

L'évolution de cette dernière nous a été mise à disposition part des résultats sur 50 années, de la période 1960-2011, sur la base de ces informations, on estime en 2010 des données de l'ordre de 1414877,7. Construite selon un modèle statistique fort simple, cette prévision présente un niveau de fiabilité élevé puisque les variations des 49 années présentent une structure relativement simple. En 1960, par rapport aux données mondiales disponibles, la part relative de ce pays est de 0,02%, en 2009 cette même part est de 0,02%.

Le Gabon est un pays au sous-sol très riche. Il exporte du manganèse, du pétrole, du gaz, du fer, du bois et bien d'autres produits de son sol et son sous-sol depuis longtemps. L'exploitation des mines d'uranium de Mounana, situées à 90 km de Franceville, a été interrompue en 2001 du fait de l'arrivée sur le marché mondial de nouveaux concurrents. La relance de l'exploitation de ses importants gisements d'uranium est aujourd'hui d'actualité. Le train de Franceville-Libreville exporte, depuis les années 1980, le minerai des mines de manganèse, d'uranium et de fer situées à Moanda. Les gisements ferreux de Bélinga au nord-est de Makokou ne sont pas encore exploités. Leur exploitation est prévue pour courant 2012.

Le Gabon est le deuxième producteur mondial de minerai de manganèse à haute teneur (de 45 à 50 pour cent), grâce au gisement de Moanda, exploité par la Compagnie minière de l'Ogooué.



L'exploitation forestière est le sous-secteur clé de l'agriculture gabonaise. Cette activité représente une source de recettes fiscales non-négligeables (environ 8,2 milliards de francs CFA en 2006); une importante source de recettes d'exportation. En 2006, la production grumière du Gabon s'est élevée à 3,1 millions de m<sup>3</sup>, dont 40 pour cent a été exportée en sciages (sur la base d'un ratio de grumes aux sciages de 3 pour 1). L'évolution de l'activité forestière depuis 2002 fait ressortir la part grandissante des produits transformés dans les exportations de produits forestiers du Gabon. Le marché principal pour les produits transformés est l'Europe (75 pour cent du total des produits transformés en 2006), et les marchés principaux pour les grumes sont les pays de l'Asie (54 pour cent des exportations de grumes en 2006).

Mais les revenus pétroliers sont le pilier de l'économie, devenus importants à partir des années 1970, ce qui a valu au Gabon d'adhérer en 1975 à l'**Organisation des pays exportateurs de pétrole** : OPEP ( ou en anglais *Organization of Petroleum Exporting Countries* : OPEC), est une organisation intergouvernementale (un cartel) de pays visant à négocier avec les sociétés pétrolières pour tout ce qui touche à la production de pétrole, son prix et les futurs droits de concessions. Le Gabon s'est retiré en 1994.

Par ailleurs le Gabon a adhéré à l'**Association des producteurs de pétrole africains, APPA** (*African Petroleum Producers Association* en anglais, *Associação de Produtores de Petróleo Africanos* en portugais, est une organisation internationale de pays africains producteurs de pétrole. L'organisation existe depuis 1986 et a son siège principal à Brazzaville au Congo-Brazzaville. Le but de l'organisation est de renforcer la collaboration entre les différentes compagnies pétrolières des pays membres et de maintenir une stabilité des prix.

Mais l'aventure pétrolière du Gabon commence dans les années 1930. Mais c'est en 1956 que les gisements d'Ozouri et Pointe-Clairrette donnent leurs premiers barils d'or noir. Le gisement de Gamba, mis en exploitation en 1963, place déjà le Gabon parmi les pays pétroliers. Dix ans plus tard, le gisement de Grondin porte la production nationale gabonaise à plus de 10 millions de tonnes et celui de Rabi Kounga, fait grimper la production pétrolière entre 18 et 20 millions de tonnes par an à la fin des années 80.

Au milieu des années 1970, le Gabon crée, avec les compagnies pétrolières exploitant son or noir, une Provision pour Investissement Diversifiés (PID) qui permet de réinvestir les flux financiers générés par le pétrole dans des projets de développement. C'est ainsi que naissent, entre autres, Agripog (agriculture vivrière), Agrogabon (industrie d'huile de palme et savonnerie), etc. Toutefois, à partir de 1998, une baisse de 5% par an s'enclenche, avant de remonter à partir de 2008. 2,6 millions de tonnes de pétrole sont produits en 2009. Avec 220 000 à 240 000 barils de pétrole par jour, cette activité procure à l'Etat 60 % de ses recettes et contribue à 40 % du PIB. En effet, en raison du cours moyen du pétrole, le pays avait enregistré l'un des PIB par habitant les plus élevés d'Afrique subsaharienne (US \$ 5700 en 2003, \$ 7100 en 2007 et \$ 13800 en 2008). Les revenus de cette ressource ont permis au Gabon de s'inviter dans le cercle des "**pays à revenu intermédiaire**".

Selon l'Union pétrolière gabonaise (UPEGA), actuellement le Gabon compte dix-huit compagnies pétrolières à pied d'œuvre au Gabon :

- on trouve, sept en phase de production et d'exploration :

- Addax Petroleum ;
- Marathon Oil Gabon ;
- Ltd, Maurel & Prom,
- Perenco S.A. ;
- Shell Gabon ;
- Total Gabon ;
- Vaalco Gabon Inv.

- Quant à la phase d'exploration, on en recense onze:

- Anadarko Gabon Cie ;
- Canadian Natural Ressources International ;
- Gulf of Guinea Petroleum Corporation Inc.;
- Forest Oil Gryphon BV Gabon ;
- Mitsubishi Petroleum Development Company Gabon ;
- Oil India International ;
- Ophir Gabon Ltd ;
- Sino Gabon Oil & Gas Ltd ;
- Sinopec Overseas Oil & Gas Ltd ;

- Sterling Oil& Gas NL ;
- Tullow Oil Gabon SA.

Pétrole brut gabonais, 2000-06 (milliers de tonnes)

	2000	2001	2002	2003	2004	2005	2006
<b>Production</b>	500	890	563	432	483	300	927
<b>Exportations</b>	400	650	640	680	391	758	529
<b>Prix moyen du brut gabonais (en francs CFA/tonne)</b>	19	16	16	16	18	22	31

Source: Autorités gabonaises.

Shell Gabon et Total Gabon assurent 60% de la production. Ces deux compagnies viennent de renouveler respectivement pour 20 ans et 25 ans, leur convention d'établissement au Gabon.

## **II- Délimitation du champs de l'étude**

Notre étude bien que s'intéressant à l'exportation pétrolière par les pays africains afin d'en comprendre les enjeux et les perspectives ; a voulu centrer sa réflexion sur le cas de Total Gabon. Dès lors, les Ministères de l'Economie et des Mines, la Direction de la statistique et la Direction de Total Gabon ont dû faire partie intégrante du champ de l'étude.

## **III- Technique d'investigation**

Notre étude a commencé par une phase exploratoire qui nous aura permis de réaliser toute la partie théorique du mémoire.

Par la suite, nous avons eu à concevoir deux instruments de recherche, en l'occurrence deux guides d'entretien et deux questionnaires, respectivement administrés aux Ministères de l'Economie et des Finances, et à celui des Mines, mais aussi ; aux Directions de la Statistique et à la Direction de Total Gabon.

Ces administrations se sont déroulées pendant la période allant du 1<sup>er</sup> Septembre au 20 Décembre 2011, avec l'impératif d'entretien semi directif en face à face pour ce qui concerne les guides d'entretien.

#### **IV- Difficultés et limites rencontrées**

La première de ces difficultés a été notre éloignement, alors que paradoxalement nous n'avions qu'une seule envie, celle de réaliser notre mémoire sur Total Gabon.

La deuxième difficulté a été, une fois sur place d'obtenir des rendez-vous nécessaires et à bonne date, car nos interlocuteurs cibles avaient à gérer leurs multiples problèmes au quotidien.

## **CHAPITRE I : CADRE CONCEPTUEL**

L'importance d'un tel chapitre se trouve dans sa totale capacité à permettre une meilleure compréhension du thème ainsi développé.

Aussi, nous avons retenu huit, qui sont :

- Le pétrole
- La prospection pétrolière
- Les neuf étapes d'une opération de commerce international
- L'appel d'offre
- Le transport maritime
- L'importation
- L'exportation
- La balance commerciale

### **I- Le pétrole**

Pétroleum, du mot grec petra, roche, et du latin oleum, huile, est une roche liquide carbonée, une huile minérale composée d'hydrocarbures plus ou moins légers et de divers composés organiques piégés dans des formations géologiques particulières.

Le pétrole a fourni via les industries, les carburants liquides qui ont permis la deuxième révolution industrielle et a donc considérablement changé le cours de l'Histoire. En ce sens, le pétrole est véritablement le successeur du charbon, qui avait rendu possible la première révolution industrielle.

Outre que le pétrole est utilisé dans toutes les industries mécanisées comme énergie de base, ses dérivés chimiques servent à la fabrication de toutes sortes de produits, qu'ils soient hygiéniques (shampooing), alimentaires, de protection, de contenant (matière plastique), tissus, etc. Ce faisant, le pétrole est devenu indispensable et par conséquent très sensible stratégiquement.

Les fluctuations du prix du pétrole est une spécificité qui lui est propre, car elles ont un impact direct sur le budget des ménages, donc sur la consommation. Devenu indispensable à la vie quotidienne dans la plupart des pays développés, le pétrole a un impact social important. On a vu des émeutes parfois violentes dans certains pays

suite à des hausses de prix. En Afrique, son impact est aussi visible, en proportion variable sur le prix de tous les biens et services dérivés de cet or noir.

## **II- PROSPECTION PETROLIERE**

La prospection pétrolière vise à rechercher les lieux où la topographie du sous-sol permet de piéger le pétrole en off-shore ou en on-shore. Pour cela les ingénieurs utilisent des techniques sismiques pour cartographier le sous-sol et procèdent à des forages exploratoires, afin de confirmer la présence d'un gisement. Les impacts de la prospection sur les milieux environnants sont nombreux. On peut citer la perte d'audition ou le changement de comportement notamment chez les poissons. Face à l'augmentation constante du baril de pétrole et la demande sans cesse croissante des pays, les compagnies pétrolières recherchent de nouveaux sites à exploiter. Les autorités françaises ont accordé à une société australienne un permis de prospection pétrolière au large du pays. Comment peut-on concilier cette activité et la protection de l'environnement ?

La prospection pétrolière étape de la filière du pétrole qui consiste à réaliser des études géologiques, qui poussent de plus en plus de compagnies pétrolières à faire appel à des entreprises spécialisées qui réalisent des études pour elles, puis vient la décision de forage. De la précision et de la justesse des méthodes d'analyse géologique découlent les possibilités de trouver effectivement du pétrole lors des forages. Plus ces prédictions seront fiables, plus le coût global de la prospection sera réduit compte tenu du nombre de forages limités à entreprendre.

En cas de découverte de pétrole, il reste à construire l'ensemble des infrastructures nécessaires à son extraction, à son stockage et à son transport.

La deuxième étape est l'extraction, cette phase est réalisée par des compagnies pétrolières internationales ou nationales, la rentabilité de l'extraction est tributaire des prix du pétrole brut. Ces prix sont fixés sur le marché international et varient constamment. L'extraction dans les zones difficiles d'accès a un coût de production élevé, car on offshore elle nécessite un traitement complexe avant l'obtention de pétrole brut (huiles extra lourdes).

La troisième étape est celle des négociants, la plupart des industries d'extraction sont nationalisées et les gouvernements vendent directement à d'autre gouvernement ou au travers du marché international. Ce sont alors des négociants qui achètent et revendent leur pétrole, parmi les plus important on peut citer Vitol (Pays-Bas) et Glencore (Suisse).

La dernière étape est celle du transport du pétrole brut qui se fait de deux manières : sur terre par oléoduc et sur mer par cargo. Il peut aussi être fait sur terre par la route ou les railles, mais le coût est comparable à celui de l'oléoduc.

La prospection pétrolière après le raffinage du pétrole brut en produit pétrolier a pour objectif la distribution.

La distribution des produits pétroliers fait intervenir des revendeurs suivants les pays. Ainsi au Gabon comme partout ailleurs, la distribution concurrence fortement le réseau de stations services, de grandes marques ou de raffineurs.

Le pétrole brut, après raffinage, permet de produire de nombreux dérivés, à vocation énergétique ou non. Cette spécificité a permis le développement parallèle de l'industrie, des transports et de la (pétro) chimie. Les progrès techniques et le développement des marchés de ces différents secteurs d'activités ont créé une demande toujours plus forte en pétrole. Les différents débouchés sont à l'origine de cette croissance de la demande, qui a accéléré le développement des réseaux de transport et de distribution du pétrole. La manne financière issue de cette variété d'applications a justifié les investissements colossaux requis par la mise en place de réseaux d'extraction, de transport, de transformation, de stockage et de distribution des produits pétroliers.

Les lourds investissements requis par la mise en place des différentes infrastructures pétrolières ont souvent été subventionnées par des fonds publics. Les bénéfices qui ont ensuite pu être générés ont largement profité aux grandes compagnies pétrolières, qui disposent désormais d'une capacité financière impressionnante. Cela ne les empêchent pas de faire appel aux subventions publiques pour la création d'infrastructures supplémentaires, pourtant elles auraient les moyens de les assumer par elles-mêmes en constituant des consortiums (ce qu'elles font pour la construction d'oléoducs, par exemple). Les compagnies pétrolières ont donc une forte capacité

d'investissement, mais elles bénéficient surtout de faveurs gouvernementales (subventions, baisses d'impôts, exonération de taxes...).

En outre, le pétrole a longtemps été une énergie bon marché, grâce à la découverte d'importants gisements, très rentables, et la mise en place d'importants réseaux de distribution, qui permettent de générer des profits faramineux, grâce à une clientèle captive. Son prix varie cependant de manière pas toujours très naturelle, mais il est encore, à l'heure actuelle, une énergie relativement bon marché face à des concurrents encore peu nombreux.

De plus, la dépendance énergétique des pays industrialisés est d'une utilité économique importante, car ces derniers disposent globalement de peu de gisements de pétrole sur le territoire. Ils sont pourtant les plus gros consommateurs de pétrole, car leur développement économique a presque entièrement reposé sur l'utilisation de cette source d'énergie bon marché. Ces pays sont donc devenus largement dépendants du pétrole, et, par extension, l'économie mondiale aussi. Il en résulte que si la hausse du coût du pétrole a des conséquences catastrophiques sur de nombreux secteurs de l'économie, certains pays et entreprises en profitent aussi largement. Ils ont un pouvoir d'influence majeur sur l'économie du Gabon qui a fait du pétrole son pilier.

Le pétrole est un liquide. Ça paraît tout bête comme ça, pourtant c'est une qualité indéniable : plutôt pratique à extraire, à transporter, à stocker et à utiliser, par opposition à un solide. Un liquide est encore plus pratique qu'un gaz, notamment en ce qui concerne le problème des fuites et le comportement à température ambiante. On peut le transvaser facilement. Évidemment, ces avantages ne sont pas propres au pétrole, ils sont valables pour tout vecteur énergétique liquide. Le pétrole offre une importante densité énergétique. En d'autres termes, cela signifie qu'un faible volume représente une importante quantité d'énergie. Un kilogramme de pétrole (type fioul) permet de fournir environ 11.6 kWh d'énergie, soit environ 10 kWh par litre. Ce sont des valeurs très élevées.

La prospection pétrolière c'est aussi de nombreux inconvénients, et la cause d'importants problèmes actuels et futurs. Même s'il reste l'équivalent de quelques décennies de consommation annuelle en réserves de pétrole exploitables

(prouvées), il est clair que celles ci ne sont pas infinies. La diminution des réserves va inexorablement entraîner une hausse des coûts, et il va falloir tôt au tard mettre en place des alternatives au pétrole (alternatives chimiques et énergétiques). Le pétrole et le système économique qui repose presque exclusivement sur l'exploitation de cette ressource naturelle fossile ne sont pas des solutions durables. Au rythme de consommation actuel, les réserves mondiales de pétrole sont estimées à 40-50 ans environ. La hausse du prix du pétrole qui résultera de cette pénurie progressive devrait cependant stagner, en réponse à la loi de l'offre et de la demande : avec un prix trop élevé, la consommation de pétrole stagnera voire diminuera. On devrait donc tendre vers un équilibre de prix et de consommation, à un niveau qu'il serait bien prétentieux d'affirmer connaître. Avec un prix du baril de brut avoisinant les 100 \$, des filières alternatives deviennent compétitives. Mais en parallèle, un prix élevé du pétrole permet d'envisager l'exploitation de gisements qui n'étaient pas rentables jusqu'alors, car techniquement trop difficiles et onéreux à extraire (les sables et schistes bitumineux par exemple).

### **III- Les neuf étapes d'une opération de commerce international**

<b>1- Prospecter</b>	segmenter le marché, répertorier le ou les pays fournisseurs ou clients (statistiques du Commerce Extérieur, Chambres de commerce et d'industrie etc.)
<b>2- Offre</b>	stratégie marketing, faire connaître le produit, outils et moyens de communications
<b>3- Commandes</b>	Passer la commande auprès des fournisseurs, prendre commande auprès des clients, dans le détail de leur besoin en quantité et en qualité.
<b>4- Fabrication</b>	Mode de fabrication, know-how technologique, brevet , propriété industrielle ou intellectuelle
<b>5- Emballage</b>	image de la marque, respect des aspects juridiques et culturels du pays d'import ou d'export, implantation, notoriété
<b>6- Expédier</b>	les modes de transport possible, situation géographique du pays partie au contrat de vente

<b>7- Réception</b>	normes, spécificités techniques, emballage et marquage à respecter.
<b>8- Paiement</b>	technique de paiement, devise, assurance
<b>9- Encaissement</b>	calcul du prix d'acquisition prévisionnel : International Pratique,réglementations douanière et fiscal

Source : Cours de M. Saloum DIA sur le commerce international

#### **IV- L'appel d'offre :**

Un appel d'offres est une procédure par laquelle un acheteur potentiel demande à différents offreurs de faire une proposition commerciale chiffrée en réponse à la formulation détaillée (cahier des charges) de son besoin (produit ou service) et de mettre en concurrence des fournisseurs potentiels (soumissionnaires) sur un contrat de grande envergure.

Par ailleurs, l'appel d'offre peut être publié au niveau local ou international, il peut être public ou privé. Lorsqu'il est public, il est émis par l'Etat ou des organismes étatiques. Un appel d'offre privé, quant à lui, est qualifié de restreint (ou de fermé) lorsque l'entreprise adjudicatrice ne met en concurrence que ses fournisseurs habituels. Il est dit ouvert lorsque la proposition s'étend à toutes les entreprises potentiellement intéressées, locales ou étrangères.

En capitalisant sur les dernières avancées des ventes complexes, il ressort comme étant primordial d'optimiser les efforts tout au long de la démarche, avant l'appel d'offres jusqu'à sa concrétisation. Un appel d'offres se gagne au moyen d'un travail en équipe pour décider de la stratégie de réponse et formaliser de façon concurrentielle la réponse des entreprises.

On distingue les étapes suivantes :

1. Rédaction du cahier des charges,
2. Création de lots.
3. Définition des critères de choix

4. Choix des soumissionnaires et diffusion de l'appel d'offres,
5. Réception analyse des offres et évaluation des soumissionnaires,
6. Choix du prestataire et contractualisation.

Ces étapes structurent le plan projet.

La pénétration d'un marché étranger via des appels d'offre permet d'alléger la charge de prospection de l'exportateur puisque c'est le client lui-même qui fait appel à des fournisseurs et qui définit précisément ses besoins. Cependant, si l'entreprise obtient le marché, il est essentiel de maintenir un contact régulier et personnel avec l'adjudicateur, ce qui implique des visites régulières dans le marché étranger. Les entreprises disposent en outre de multiples sources d'informations pour se renseigner sur les appels d'offre internationaux publics ou privés :

- les organismes publics et gouvernementaux nationaux et étrangers (ministères économiques, ...) ;
- les organismes de financement nationaux et étrangers (banques, assurances)
- les chambres de commerce nationales et étrangères ;
- les syndicats professionnels ;
- vos partenaires et représentants locaux (agents, distributeurs, ...).
- les journaux et revues publiant les appels d'offres et auxquels il faut souvent s'abonner. Ils peuvent être spécialisés ou non. Vous consulerez par exemple les quotidiens régionaux, les journaux officiels locaux, le Journal officiel des Communautés Européennes, les revues publiées par la Banque Mondiale telles que le « Journal Development Business » qui recense des avis d'appels d'offres et de passation des marchés ainsi que la série « Prior Review Awarded Contracts Approved by the World Bank » qui informe sur les adjudications de marchés, l'identité des adjudicateurs et le montant des marchés ;
- les bases de données consultables sur Internet qui vous permettront à la fois d'identifier des marchés publics et des opportunités d'affaires émanant d'entreprises privées à travers le monde. Voici quelques sites utiles dans le domaine.

Toutefois, l'appel d'offre est source de beaucoup de déperdition d'énergie, de coûts croissants, de frustrations des acteurs multiples et au final d'un pourcentage de gain inférieur aux espérances. Le ministère de l'économie n'ayant pas encore trouvé de solution unique pour diffuser les appels d'offres, encourage les entreprises soumissionnaires à utiliser des solutions de veille sur les marchés publics.

Pour optimiser le processus de détection des opportunités commerciales, il est souvent nécessaire de faire appel à des sociétés intermédiaires chargées de réaliser de la veille sur les multiples sources (Presse, sites web, délibérations...) diffusant les appels d'offres.

## **V- Le transport maritime :**

Le transport maritime est l'épine dorsale du commerce international et, par conséquent, de l'économie mondiale. Il consiste à déplacer des marchandises pour l'essentiel par voie maritime, couvert par un connaissement dans le cadre de la ligne régulière, d'un contrat d'affrètement ou dans le cadre d'un service de tramping. Plus de 6 milliards de tonnes empruntent ainsi la mer, assurant 90% du trafic mondial.

Ce mode de transport couvre l'essentiel des matières premières (pétrole et produits pétroliers, charbon, minerai de fer, céréales, bauxite, alumine, phosphates, etc.). Depuis le milieu des années soixante, un nouveau marché de transport par mer s'est développé : celui des conteneurs maritimes. D'un format standardisé : 20 ou 40 pieds, ces « boîtes » ont connu un essor fulgurant, révolutionnant à la fois le mode de transport mais également toute la chaîne logistique depuis le fournisseur jusqu'au client final.

Transport routier, ferroviaire ou même aérien se sont adaptés pour faire de ces boîtes une « unité de transport intermodal ». La marchandise, une fois empotée en conteneur, ne subit plus d'autre manutention jusqu'à son destinataire final. Ce qui est manutentionné, minimisant ainsi les ruptures de charges.

Le conteneur, spécialement conçu pour être facilement manutentionné, stocké, transporté, va rapidement présenter un certain nombre d'avantages :

- moins d'avaries et casse ;
- moins de pertes et de vols (n'étant pas visible, la marchandise ne suscite plus autant la tentation !) ;
- une réduction des coûts par une amélioration de la productivité au chargement : les navires chargent et déchargent plus vite donc passent moins de temps aux ports (un navire au port est un centre de coûts, et à la mer, un centre de recettes).
- Le transport maritime de conteneurs se fait, de plus en plus, au moyen de porte-conteneurs intégraux, spécialisés. Les cales sont aménagées en cellules, véritables alvéoles, et un système de rails permet d'y guider par glissement les conteneurs.
- Une véritable course au gigantisme s'est déclenchée pour atteindre aujourd'hui des 10000 équivalent vingt pieds, voire 14500 selon les dernières commandes des plus grands (le danois Maersk est numéro un mondial). Le transport maritime a su tirer avantage de nombreuses innovations techniques, notamment au cours de ce siècle.
- sûreté. Il a le niveau d'insécurité le plus faible de tous les modes de transport au regard des accidents de personnes. Il offre des garanties de sûreté maximale pour les chargements de marchandises.
- moindre pollution. Il a une faible consommation d'énergie à la T km.
- fiabilité. Il offre des garanties de régularité.

En revanche, ce mode exige un capital de lancement des plus élevés du secteur des transports. Ceci exige un financement en provenance de deux sources:

- Secteur public, principalement responsable des infrastructures de guidage (phares et cartes), appontements publics, dragage, sécurité et, dans nombre de cas, l'administration des ports.
- Secteur privé qui se concentre davantage sur des infrastructures spécifiques et usuellement entre les mains d'intérêts privés, telles appontements et embarcadères, infrastructures de transbordement et les navires. Ces navires devenant difficiles à rentabiliser, sont exclus de beaucoup de ports européens ou autres par suite de faiblesse de profondeur de ces derniers.

Nous notons également comme inconvénient au transport maritime des contraintes physiques (côtes, vents, courants marins, profondeur, récifs, glaces) ainsi que des frontières politiques. Une part majoritaire du trafic maritime prend place le long des lignes côtières. D'ailleurs, trois continents ont un commerce fluvial limité (Afrique, Australie et Asie, hormis la Chine).

## **VI- L'importation :**

Une importation est une entrée dans un pays de biens ou services provenant d'un autre pays. Lesquels peuvent être :

- des biens matériels et stockables.
- des services (biens immatériels non stockables).

Une importation obéit à un processus spécifique, à savoir :

- Pré-étude douanière (classement produit, origine, contrôle du commerce extérieur, droits de douane, préférences tarifaires, formalités diverses...).
- Pré-étude normative (normes, spécificités techniques, emballage et marquage à respecter).
- Pré-étude technique, adaptation nécessaire du produit (étude en interne) et l'élaboration des emballages (entreprise de cartonnages, imprimeurs...).
- Pré-étude logistique.
- Pré-étude financière, calcul du prix d'acquisition prévisionnel : International Pratique
- Répertorier le/les pays fournisseurs :
  - Statistiques du Commerce Extérieur
  - Services économiques des ambassades
  - Chambres de commerce et d'industrie
  - Site officiel de l'Union européenne
  - Organismes internationaux
  - Notations Coface des risques pays
  - Lors des foires et salons professionnels internationaux

- Élaboration du cahier des charges et conditions générales d'achat (modalités de paiement, de transport, Incoterms...).

L'importation est généralement une opération favorable au consommateur (plus grand choix de produits, meilleure concurrence sur les prix) et un aiguillon de compétitivité pour les producteurs. Par ailleurs, du fait de la mondialisation économique, les deux flux sont souvent intimement liés (ex: importation de matières et composants et réexportation de produits finis). Les importations de biens permettent aussi à certains pays d'abaisser leurs productions de gaz à effet de serre en délocalisant les productions polluantes. C'est le cas par exemple des États-Unis par l'intermédiaire de la production industrielle chinoise.

Elle permet à l'Afrique d'obtenir des biens et services qu'elle ne peut pas produire et être à la pointe des innovations sur le marché international et favoriser l'internationalisation des pays exportateurs se qui entrainera une création d'emploi.

## **VII- L'exportation :**

L'exportation est l'action de vendre à l'étranger une partie de la production de biens ou de services d'un ensemble économique, pays ou région. C'est un terme miroir de celui d'importation, étant donné qu'une vente du pays A au pays B est la même opération qu'un achat du pays B au pays A.

L'exportation tient ainsi à plusieurs phases :

- Négociations internationales :
  - Utiliser le réseau des postes d'expansion économique.
  - Limiter dans les négociations internationales les contre-achats et les compensations surtout avec les pays avec lesquels existe une balance commerciale déficitaire.
  - Limiter les importations de masse des matières premières (pétrole, charbon, minerais, pâte à papier, etc.) en développant le recyclage.

- Favoriser le développement, dans le cadre des contrats annexes, d'exportation d'innovation, de gestion, des services et de main-d'œuvre, sous forme d'assistance technique, de maintenance d'installations, de transfert de technologies et d'apprentissage.
- Favoriser leur transformation en bureaux de liaison et leur permettre de travailler en devises locales.
- Permettre la déductibilité fiscale pour les transferts de fonds liés aux dépenses de fonctionnement des filiales.
- Implantations :
  - Favoriser le développement des représentations ou des implantations groupées d'entreprises à l'étranger.
  - Favoriser le développement des techniques du portage.
  - Favoriser le choix d'expatriation des cadres en leur assurant des avantages, au niveau fiscal, de constitution de la retraite et des charges sociales, durant leur séjour à l'étranger.
  - Favoriser le développement des coentreprises avec les industriels locaux.
  - Favoriser le développement des sociétés de leasing à l'étranger pour faciliter le financement des achats de matériels d'équipement.
- Image de marque du pays :
  - Développer l'accueil et les offres de scolarité généreuses aux jeunes étrangers venant étudier.
  - Développer l'accueil et les offres de postes d'assistants dans les universités et les grandes écoles pour les jeunes étrangers.
  - Favoriser l'accueil et des offres de stages dans les entreprises nationales pour les jeunes étrangers.
  - Favoriser l'accueil des étrangers dans le cadre de leurs venues pour des missions commerciales et techniques, pour participer aux foires et aux colloques.
  - Favoriser le développement des missions envoyées, les participations aux foires et colloques à l'étranger.
- Fiscalité :

- Suppression de la part des frais généraux liés à l'exportation dans la base de calcul des taxes et impôts sur les sociétés, ou transformation du montant à payer en crédit d'impôt.
- Réduction de l'impôt sur les bénéfices sur la part du chiffre d'affaires à l'exportation.
- Réglementation :
  - Assouplir les lois sur le travail quand il s'agit d'un travail pour l'exportation.
  - Assouplir, simplifier et accélérer les procédures administratives liées à l'exportation.
- Recherche et traitement de l'information :
  - Structurer le réseau des postes d'expansion économique, en l'intégrant dans les réseaux d'entreprise.
  - Créer et doter de moyens importants les organismes para-publics (type COFACE) pour la recherche d'informations sur les structures financières des concurrents étrangers : leur surface financière et leurs soutiens, leurs mécanismes de financement et d'assurance crédit.
  - Création d'une base de données commerciale accessible aux entreprises exportatrices.
  - Structurer le partage des informations collectées par les réseaux d'entreprise, à la suite de salons professionnels par exemple.
  - Organiser des voyages groupés pour plusieurs entreprises à l'étranger.
  - Aider à l'implantation des compagnies d'assurances et des sociétés financières nationales dans un maximum de pays, afin qu'elles puissent être des supports efficaces aux exportateurs nationaux et leur apporter les meilleures informations et les meilleurs services.
- Formation :
  - Favoriser le développement des compétences pratiques, concrètes et industrielles des commerciaux et conseillers en poste à l'étranger, en s'appuyant sur les postes d'expansion économique.
  - Favoriser la formation aux langues étrangères, aux techniques et à la culture stratégique et d'exportation des cadres d'entreprise.

- Créer des formations de haut niveau pour former des spécialistes à l'exportation.
- Développer les postes d'informations économiques auprès des ambassades et consulats à l'étranger, favoriser l'envoi dans ces postes de jeunes en formation de haut niveau, comme assistants, dans le cadre de stages de qualification ou de fin d'études.
- Finances et assurances :
  - Créer et développer des procédure de garantie, contre les risques pris à l'exportation, par des organismes para-publics (type COFACE), pour les pays où les banques et assurances refuseraient leur concours à cause des risques résiduels.
  - Autoriser la garantie de change à des monnaies non-éligibles et dès le stade de l'offre.
  - Assouplir les garanties aux crédits financiers.
  - Assouplir les limitations concernant la part étrangère et les commissions.
  - Permettre l'alignement des taux des financements en devises sur les taux pratiqués par le pays de la devise.
  - Multiplier les protocoles gouvernementaux à financements privilégiés pour les pays en voie de développement.
  - Développer les marchés à terme et les marchés d'options.
- Devise :
  - Assouplir le statut des antennes commerciales et les autoriser à encaisser des recettes locales pour payer leurs propres charges.
- Infrastructures :
  - Création de ports francs.
  - Amélioration du réseau routier et ferroviaire, et des dessertes portuaires et aéroportuaires.

Cette activité économique et commerciale est considérée comme très importante. C'est en particulier un moyen crucial pour acquérir des devises, lesquelles sont pour un pays des moyens d'intervention économique et financière sur les marchés extérieurs (par exemple pour s'équiper ou pour obtenir des produits de base).

Par ailleurs, les exportations permettent de stimuler une économie en valorisant le travail d'un pays auprès des autres et en assurant la pérennité de ses entreprises qui, dans le cadre de la mondialisation, est fortement liée à leurs positions sur le marché mondial (part de marché au niveau mondial).

En outre, elle favorise le développement des sociétés de commerce international, tout d'abord en reconnaissant leur rôle éminent, puis crée des partenariats entre différents groupes industriels et financiers pour favoriser la création de groupes de commerce puissants et efficaces.

### **VIII- La balance commerciale :**

La balance commerciale forme la partie la plus importante de la balance des paiements d'un pays. Elle peut également être appelée "balance commerciale internationale" de ce pays, qui retrace la valeur des biens exportés et la valeur des biens importés. Pour calculer la balance commerciale, la comptabilité nationale procède à l'évaluation des importations et des exportations de biens à partir des statistiques douanières de marchandises. Le solde de la balance commerciale se détermine en faisant la différence entre les valeurs des exportations et des importations de biens et de services. Une balance commerciale positive signifie que le pays exporte plus de biens et services qu'il n'en importe : on parle alors d'« excédent commercial » ou de « balance excédentaire ». Quand elle est négative, on parle de « déficit commercial ». Mais la mesure de la balance commerciale peut être problématique, cela est dû à la difficulté de l'enregistrement de l'ensemble des données commerciales.

La balance commerciale est la différence entre les valeurs des exportations et des importations de biens et de services, sur une période donnée (généralement 3 mois). Elle établit donc une relation entre les importations et exportations des pays, et s'exprime selon la formule suivante : la mesure de la balance commerciale = total des exportations du pays X – total des importations du pays Y.

Une balance commerciale positive signifie que le pays exporte plus de biens et services qu'il n'en importe: on parle alors d'«excédent commercial » ou de « balance

excédentaire ». Le Canada, le Japon et l'Allemagne sont des exemples de balance commerciale positive. Ils jouissent d'une économie stable et de taux d'épargne intéressants.

Une balance commerciale négative signifie que le pays n'exporte pas assez: on parle de « déficit commercial ». Cette notion ne doit pas nécessairement être perçue négativement, mais plutôt comme un événement cyclique en relation avec le cycle de l'économie. Des pays jouissant d'une forte économie en expansion tels que les Etats-Unis, Hong Kong et l'Australie "collectionnent" les déficits commerciaux. Ces pays doivent en effet faire face à une énorme demande intérieure en ces périodes d'expansion économique. Une balance commerciale négative est plus problématique dans les pays pauvres dont l'économie et la croissance sont dans les mains d'investisseurs étrangers.

## **CHAPITRE II : CADRE ORGANISATIONNEL**

Filiale du groupe TOTAL en Afrique Subsaharienne, Total Gabon est une société anonyme avec conseil d'administration de droit gabonais, dotée d'une personnalité morale et jouissant d'une autonomie financière de 76 500 000 US \$, dont les actions cotées sur Euronext Paris sont détenues par Total Gabon (58%), la République Gabonaise (25%) et les Tiers (17%). La représentation de la filiale Total Gabon se situe à Port-Gentil au Boulevard Hourcq.

Mais la grande aventure de l'Or noir gabonais a débuté dès 1931 par la mission de prospection des pétroles de l'AEF, il a fallu près 28 ans d'investissements humains, techniques et financiers, pour parvenir le 14 Février 1956 à forer sur la structure d'Ozouri la première production en quantité commercialement exploitable. Et ce par la Société des Pétroles d'Afrique Equatoriale Française (SPAEF), devenue SPAFE le 26 Février 1960, puis Elf SPAFE en 1998 et Elf Gabon en Juillet 1973, qui appartient au groupe Elf Aquitaine.

De 1974 à 1984, Elf Gabon découvre 26 nouveaux gisements, en association avec Shell (opérateur), du champ « géant » de Rabi Kounga qui va faire un bond à la pétrolière du Gabon et le place au 3<sup>ème</sup> rang des pays producteurs de l'Afrique subsaharienne, après le Nigéria.

La raison sociale de la société devient Total Gabon le 18 Septembre 2003 à la suite de la fusion des Groupes Elf et Total Fina, demeurant ainsi le 1<sup>er</sup> producteur du Pays, devant Perenco et Shell. D'où, l'industrie pétrolière va tenir une place prépondérante dans l'économie, soit 65% des recettes budgétaires, 85% de ses exportations et 51% du PIB.

Marquée par plus de 80 années d'activité pétrolière au Gabon, Total Gabon par ses pionniers hier et ses techniciens aujourd'hui contribue au développement économique et social de la République Gabonaise par les missions qu'elle s'est fixée. Ainsi Total, le plus grand opérateur pétrolier du Gabon, continuera ses opérations jusqu'en 2032, sa convention d'établissement ayant été renouvelée pour 25 ans avec une production de 85.000 barils/jours. Le pétrole brut produit est stocké aux terminaux du Cap Lopez pour, ce brut est ensuite transformé par la Société Gabonaise de Raffinage (SOGARA) et/ou vendu sur des marchés internationaux à un prix fixé en fonction de sa qualité (le Mandji) par rapport au pétrole de référence, le Brent de la Mer du Nord. Les produits transformés par la Sogara sont commercialisés par Shell et d'autres compagnies transnationales pour le marché intérieur gabonais après avoir été stockés par la Société gabonaise d'entreposage des produits pétroliers (SGEPP). En outre, le secteur pétrolier est en lui-même le plus grand pourvoyeur d'emploi. A titre d'illustration, l'Organisation nationale des employés du pétrole (ONEP) compte 3351 adhérents répartis entre 87 sociétés pétrolières et parapétrolières environ 160 agents Total Gabon y ont adhéré.

A noter également le poids important dans l'économie gabonaise des activités parapétrolières (logistique, opérations de forage, construction offshore et on shore, maintenance, fourniture de matériels spécifiques) concentrées sur la région de Port-Gentil et dont le développement est encouragé par les opérateurs qui mettent en place une politique active de sous-traitance visant à recentrer leur champ d'action sur les métiers de base.

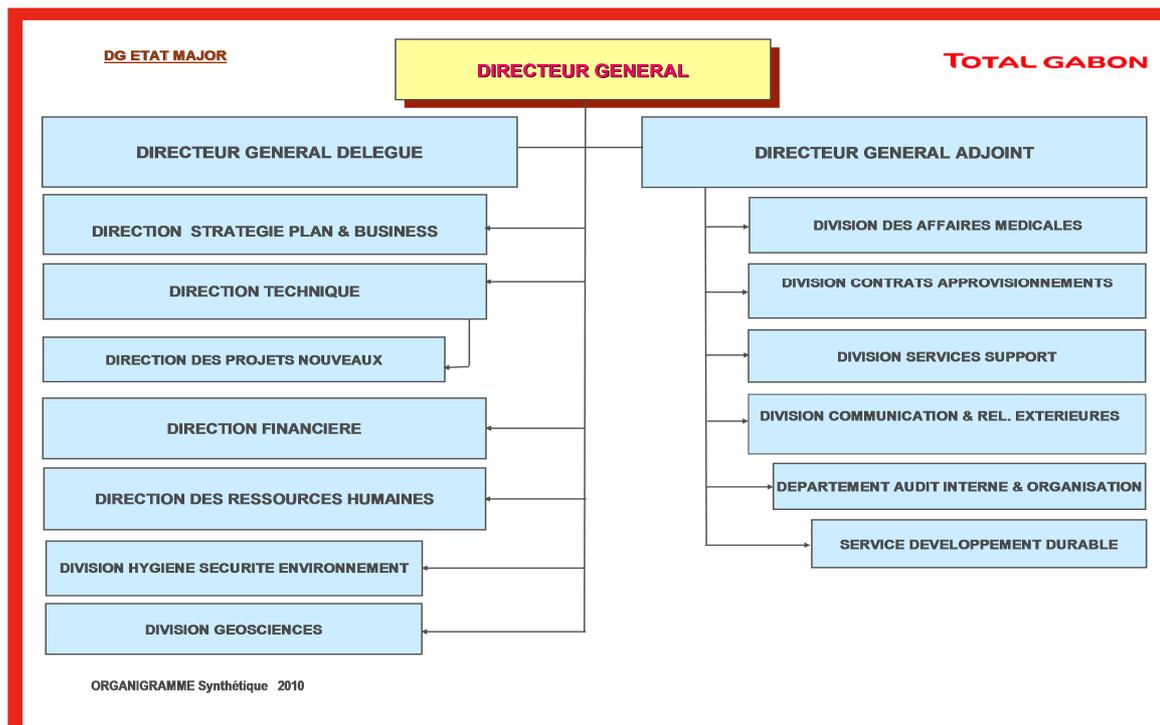
Total Gabon entend développer et accroître ses activités d'exploration et de production d'hydrocarbures à travers notamment les 27 concessions qu'elle détient. De ces derniers nous pouvons citer des champs producteurs tels que: Atora, Anguille, Gonelle, Baudroie Nord, Torpille, Avocette, lesquels champs lui ont conféré une part de production de pétrole brut estimée à 86.3 Mb (million de barils) en 2009, soit 29 % de la production gabonaise totale de pétrole et dont une partie de la production est réservée au marché intérieur, tout comme la vente de gaz (soit environ 27 Mm<sup>3</sup> dans la même année).

Par ailleurs, Total Gabon place à la tête de ses priorités le respect de l'environnement, ainsi que la qualité de ses réalisations dans une politique de développement durable (certifié ISO 14001 pour l'ensemble de ses installations en 2008 et confirmé en 2009 à la suite d'un audit).

Les activités de Total couvrent l'ensemble de la chaîne pétrolière et gazière : Amont (exploration, développement et production de pétrole et de gaz naturel, GNL) et Aval (raffinage, distribution, trading et transport maritime de pétrole brut et de produits pétroliers). Total exerce également ses activités dans la Chimie de Base (pétrochimie et fertilisants) et dans la Chimie de Spécialités (caoutchouc, résines, adhésifs et métallisation) dont les produits sont principalement destinés à l'industrie. Ce qui à Total Gabon d'offrir à ses clients, professionnels et particuliers, un large éventail de produits & services : stations-service, carburants et biocarburants, additifs et carburants spéciaux, fuel domestique et fuels lourds, cartes pétrolières, de fidélité ou de paiement, gamme de lubrifiants, gaz de pétrole liquéfiés (GPL), carburants pour aviation, fluides spéciaux, bitumes, produits issus de la Chimie, panneaux solaires ...

Toutefois pour atteindre ses missions elle repose sa stratégie sur l'ensemble de ses cadres dirigeant, laquelle stratégie est une politique fixée par le Groupe TOTAL, dont la configuration de la structure tient à sa tête un Directeur Général, un Directeur Général Adjoint et un Directeur Général Délégué qui assurent la gestion de Total Gabon en exécution des décisions prises par le siège et responsable des activités de la filiale.

## Schémas : Organigramme état major de Total Gabon



Aussi, au sein de Total Gabon nous comptons un Comité Directeur (CODIR : 13 membres) :

- le directeur général
- le directeur général délégué
- le directeur général adjoint
- le directeur financier
- le directeur des ressources humaines
- le chef de division communication et relations extérieures
- le directeur stratégie plan et business
- le chef de division contrats approvisionnements
- le chef de division services support
- le directeur technique
- le chef de service développement durable
- le chef de division géoscience
- le chef de département audit interne et organisation.

Lequel Comité est un lieu de réflexion, d'évaluation technologique, administratif et scientifique dans les domaines respectifs de chacun de ses membres, qui y signalent les retards, les faiblesses, les déficits et proposent des solutions à mettre en œuvre à

la Direction Générale à laquelle ils sont rattachés. La structure tient également une autre division, à savoir : la division des affaires médicales qui elle ne participe pas aux réunions filiales.

En outre, ils peuvent compter sur le soutien des personnes de mérites désignées à la tête des services qui y sont rattachés dont :

- le service développement durable
- le service négociations commerciales
- le service achats
- le service transit
- le service gestion de stocks
- le service méthodes
- les services généraux
- le service Infrastructure Telecom et Informatique
- le service logiciels et assistance métiers
- le service sûreté
- le service communication interne, lesquels sont chargés de la gestion du contrôle, de l'application des décisions et grandes orientations du CODIR.

Ainsi, Total Gabon tient une structure statutaire organisée pour mener à bien les activités de l'entreprise.

Nous ne pouvons point comprendre les enjeux et les perspectives de l'exportation pétrolière à travers Total Gabon sans pour autant collecter des données au moins auprès des quatre niveaux ci-dessous :

- Ministère de l'Economie et des Finances
- Direction de la statistique
- Ministère des mines
- Direction de Total Gabon

## **CHAPITRE I : DONNEES RELATIVES AU MINISTERE DE L'ECONOMIE ET DES FINANCES**

### **I- Les bases de l'économie gabonaise et quelques faits saillants**

A l'indépendance en 1960, plusieurs voies (socialisme, marxisme-léninisme, capitalisme, social-démocratie, etc.) s'ouvraient au Gabon qui avait peu puisé dans les ressources naturelles et n'était pas préparé aux grandes transformations économiques des années à venir. La voie choisie reposait sur trois idées principales :

- Maintien de l'option libérale et ouverture de l'économie sur l'extérieur
- Développement de la coopération régionale ( au niveau de l'Afrique) et/ou sous régionale ( pays voisins)
- Diversification de l'économie et recherche d'une transformation des modes de production du monde rural.

Le passé récent montre que la stratégie économique gabonaise reposait sur le libéralisme dirigé et planifié, ensuite sur le « progressisme démocratique et concerté » (notamment en régime de Parti unique, 1968-1990) dont la finalité (théorique) était en principe l'élévation du niveau de vie et la promotion du bien-être de toute la population (urbaine et rurale).

Les revenus tirés de la commercialisation des ressources naturelles (essentiellement le pétrole) ont permis à l'Etat d'accroître le niveau de l'emploi en créant des entreprises publiques. Cependant, l'Etat a initié des projets industriels coûteux dont

la rentabilité économique et financière était douteuse. Des choix sectoriels pas toujours judicieux ont été opérés sans tenir compte du niveau d'endettement ; ce qui a contraint l'Etat gabonais à s'engager, sous l'instigation des institutions de Bretton Woods (FMI, Banque mondiale), dans un vaste programme de restructuration, appuyé par la dévaluation du Franc CFA ( Franc de la Communauté Financière Africaine), la réforme fiscal-douanière ( avec les pays membres de la Communauté économique et monétaire de l'Afrique centrale, CEMAC) et l'instauration de la Taxe sur la Valeur Ajoutée (TVA).

Le pays a été frappé en 1999 par une grave crise financière (et sociale) compte tenu de la baisse drastique des cours mondiaux des matières premières ( dont le pétrole) dont il tire l'essentiel de ses ressources financières. De plus, faute de nouvelles découvertes pétrolières, la production de l'or noir est appelée à diminuer dans l'avenir. Qui plus est, l'abandon de la production de l'uranium et les baisses cycliques des ventes de bois (notamment vers l'Asie) constituent des irritants sérieux au développement économique du Gabon.

## **II- L'économie gabonaise : une économie encore peu diversifiée**

L'économie gabonaise, très peu diversifiée et très dépendante des cours du pétrole brut, du dollar américain et de l'euro ; a tout d'une économie de rente, extravertie et lourdement endettée. On note par ailleurs un secteur secondaire ou productif en « éternel » balbutiement et une faible compétitivité des entreprises avec un secteur des PME/PMI peu performant et un secteur informel de plus en plus important. Ce qui a pour conséquence un chômage croissant et une paupérisation d'une proportion de plus en plus grande de la population.

La manne pétrolière qu'a toujours reçue le pays depuis les années 1970 a pour conséquence un niveau très faible des activités de transformation au Gabon: les **produits pétroliers et miniers** sont exportés bruts, et le **bois** est exporté à environ 90% en grumes, dont plus du tiers de la seule essence de l'Okoumé, l'essence reine du déroulage et du contre-plaqué. Et son **agriculture**, très orientée dans la monoculture de rente et de subsistance, longtemps délaissée au profit des produits importés (surtout d'Europe), est largement sous-développée: en effet, l'agriculture (y compris l'élevage et la pêche, excepté le secteur forestier) ne contribue que pour

environ 5% du PIB et presque rien pour les exportations (moins de 1%). Malgré maintes prises de position de l'État envers le développement agricole, ce pourcentage (par rapport au PIB) n'a pas beaucoup bougé depuis au moins 15 ans.

Au Gabon, le **déséquilibre alimentaire** (absence d'autosuffisance alimentaire) reste marquant, alors que le pays demeure dépendant de l'extérieur (environ 125 milliards de Francs CFA, soit environ 170.8 millions de dollars américains, en importations agroalimentaires – boissons non incluses – en 2001 selon les données du FMI). Mais le problème de l'autosuffisance alimentaire au Gabon ne saurait se poser de la même façon que dans les autres pays africains (surtout en Afrique subsaharienne), car on peut dire que les Gabonais ont « les moyens d'importer » les aliments grâce à la rente pétrolière (sic) : la manne pétrolière procure encore aux Gabonais un niveau de vie relativement élevé en Afrique, malgré qu'elle ne représente pas en elle-même (i.e. la manne pétrolière) la garantie d'une redistribution équitable de la richesse dans la population. En effet, le revenu *per capita* relativement élevé du Gabon (comparé aux autres pays africains) cache une forte disparité dans la redistribution de la richesse dans la population.

Avec environ 1.2 million d'habitants et une rente pétrolière qui lui permet d'afficher un **revenu par tête d'habitant oscillant entre 3 500\$ et 5000\$US** (3 740\$US en 2001 selon le FMI, parmi les plus élevés d'Afrique), le Gabon, encore appelé « El Dorado », a tout d'un « émirat pétrolier ». Pour cet ancien membre de l'OPEP, encore actuellement, l'or noir peut représenter jusqu'à plus de 80% de ses revenus d'exportation (81% en 1996, 77% en 1997 et 82% en 2001), contribuer à plus de 40% de son produit intérieur brut (43% en 1996, 41% en 1997, 42% en 2001 et 36% en mi-2002) et représenter plus de 50% des recettes budgétaires de l'État (57% en 1998 et 58% en 2001).

Les autres grands produits d'exportation viennent loin derrière: les **produits forestiers** (2e richesse du pays) représentaient 13.6% des recettes d'exportation en 1996, 11% en 1998 et 13% en 2001; le **manganèse** (dont le pays est le 4e producteur et 3e exportateur mondial avec des réserves évaluées à 200 millions de tonnes) représentait 2% des exportations en 1996, 3.1% en 1998 et 1% en 2001; puis **l'uranium** avec 0.3% des exportations en 1996, mais sa production fut abandonnée en 1999.

## Répartition du PIB du Gabon par secteur d'activités, 1997-2001

<i>(Chiffres en milliards de F CFA)</i>	<b>1997</b>	<b>1998</b>	<b>1999</b>	<b>2000</b>	<b>2001</b>	<b>(Part)</b>
<b>Secteur primaire</b>	<b>1551</b>	<b>962</b>	<b>1309</b>	<b>1983</b>	<b>1701</b>	<b>(50%)</b>
?Agriculture, Élevage, Chasse et Pêche	132	134	137	141	147	
?Exploitation forestière	92	52	72	86	87	
<b>?Pétrole brut</b>	<b>1274</b>	<b>714</b>	<b>1042</b>	<b>1702</b>	<b>1415</b>	<b>(42%)</b>
?Mines	53	62	57	54	52	
<b>Secteur secondaire</b>	<b>341</b>	<b>365</b>	<b>300</b>	<b>281</b>	<b>285</b>	<b>(8%)</b>
-Industries agro-alimentaires, Boissons	40	45	43	43	45	
-Industries du bois	15	16	21	16	21	
-Autres industries	82	87	78	84	87	
-Raffinage	9	16	17	20	21	
-Électricité, Eau	36	29	33	34	35	
-Bâtiment & Travaux publics	152	159	99	70	62	
-Recherche, services pétroliers	7	12	8	14	14	
<b>Secteur tertiaire</b>	<b>1001</b>	<b>1082</b>	<b>1040</b>	<b>1067</b>	<b>1107</b>	<b>(33%)</b>
-Transport	164	172	145	150	157	
-Services	322	362	347	359	385	
-Commerce	232	251	235	241	245	
-Services financiers, assurances	24	19	19	19	20	
-Administration publique	259	278	295	298	300	
<b>PIB aux coûts des facteurs</b>	<b>2894</b>	<b>2049</b>	<b>2649</b>	<b>3330</b>	<b>3093</b>	
Droits et taxes à l'importation	215	236	191	247	294	(9%)
<b>PIB Total (prix courant)</b>	<b>3109</b>	<b>2645</b>	<b>2840</b>	<b>3578</b>	<b>3387</b>	<b>(100%)</b>
Taux de change moyen FCFA par dollar US	583.7	590.0	614.9	710.0	732.5	

*Source : FMI, Gabon : Selected Issues and Statistical Appendix, March, 2002.*

## **CHAPITRE II : DONNEES RELATIVES A LA DIRECTION DE LA STATISTIQUE**

### **I- La balance commerciale et les partenaires commerciaux**

Le solde commercial du Gabon est généralement positif depuis l'Indépendance du pays. La **balance commerciale** présente d'ailleurs un solde fortement positif en

2001 de 1 159 milliards de F CFA (environ 1.6 milliard de dollars US), équivalent à un taux de couverture de 257%, selon les données de la Direction des Relations Économiques Extérieures (DREE) de France. Cependant, on constate une détérioration de la balance commerciale entre 1996 et 1999 due à la baisse des exportations (crise du pétrole et du bois) alors que les importations demeurent en progression constante depuis au moins 1994.

<b>Évolution des échanges commerciaux du Gabon</b>			
<i>En millions de FCFA, sauf (*)</i>	<b>1999</b>	<b>2000</b>	<b>2001</b>
Exportations	1 325 616	1 901 667	1 895 822
Importations	554 453	680 032	737 092
Solde	771 164	1 221 636	1 158 731
Taux de couverture (*), %	239	280	257
Solde balance des paiements (*) <i>(en milliards de FCFA)</i>	41	77	8

Source : DREE, Ministère de l'économie et des finances (France), Avril 2002

Les **importations gabonaises** étaient de l'ordre de 737 milliards de F CFA en 2001 (environ 1 milliard de \$US), soit une augmentation de 8.4% par rapport à leur niveau de 2000. Les **exportations** ont, quant à elle, subi une légère baisse de 0.3% en 2001 par rapport à leur niveau de 2000, passant de 1 902 milliards de F CFA (environ 2.7 milliards de \$US) à 1 896 milliards de F CFA (environ 2.6 milliards de \$US).

Ayant absorbé 72% des exportations pétrolières gabonaises en 2002, les **États-Unis représentent le plus important client du Gabon**. Ils renforcent ce rôle depuis la dévaluation du Franc CFA en 1994 et aussi à cause de la demande des raffineries de la côte Est des Etats-Unis pour lesquelles le pétrole gabonais conviendrait particulièrement. **Les États-Unis ont représenté en moyenne 61% des exportations gabonaises en devises entre 1998 et 2001**. Cette part a un peu baissé à 56% en 2001. L'**Union Européenne** est le 2e client du Gabon avec environ 19% des exportations gabonaises, dont 14% en direction de la France (2e client en

importance du Gabon) en 2001. Les États-Unis ont progressivement pris la place de l'Union Européenne comme principal client du Gabon à cause principalement du pétrole qui y est vendu; tenant compte du fait que l'or noir représente la principale source de devises du Gabon. Les autres clients du Gabon sont : la Chine (principal acheteur du bois gabonais), la Suisse, la Corée du Sud, l'Inde, le Japon, le Sénégal, etc.

Le commerce entre le Gabon et les autres pays d'Afrique est quasi insignifiant (3% des ventes en moyenne entre 1998 et 2001) et particulièrement le commerce avec les autres membres de la Communauté économique et monétaire de l'Afrique centrale (CEMAC), soit 0.7% durant la même période. Ce qui démontre une faible intégration économique sous-régionale et africaine malgré l'existence de nombreuses organisations africaines dont l'objectif est justement l'intégration économique.

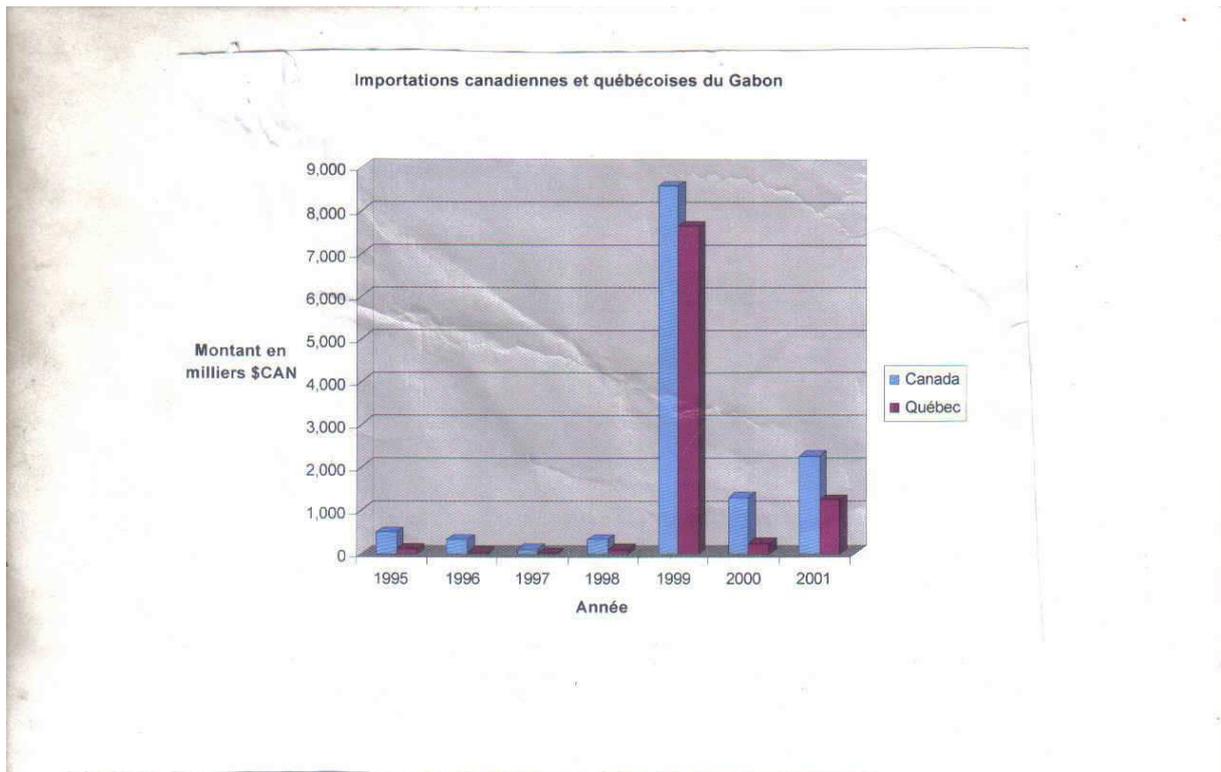
<b>Destination des exportations gabonaises par pays ou zone commerciale</b>								
En millions de FCFA	<b>1998</b>	<b>part</b>	<b>1999</b>	<b>part</b>	<b>2000</b>	<b>part</b>	<b>2001</b>	<b>part</b>
Etats-unis	1028500	<b>67%</b>	750800	<b>59%</b>	1157900	<b>63%</b>	1040882	<b>56%</b>
France	173500	<b>11%</b>	108800	<b>8%</b>	82900	<b>4%</b>	255802	<b>14%</b>
Chine	53600		98500		124700		94720	
Suisse/Lichtenstein	4000		40100		102100		70432	
Corée du Sud	32500		30800		68800		65389	
<b>TOTAL</b>	<b>1 534 700</b>		<b>1 271 600</b>		<b>1 849 341</b>		<b>1 849 656</b>	
Afrique	30300		26600		27000		95031	
CEMAC	4600	<b>0,3%</b>	7300	<b>0,6%</b>	10530	<b>0,6%</b>	21749	<b>1%</b>
Union européenne	278100	<b>18%</b>	196000	<b>15%</b>	186100	<b>19%</b>	348508	<b>19%</b>

Source : DREE, Ministère de l'économie et des finances (France), avril 2002.

**N.B.** Pour une conversion des montants en \$US, voici le taux de change moyen de 1\$US en FCFA : 1999 : 615; 2000 : 710; 2001 : 732.5. Ex. Pour 2001, les exportations totales gabonaises s'élevaient à 2.5 milliards de \$US.

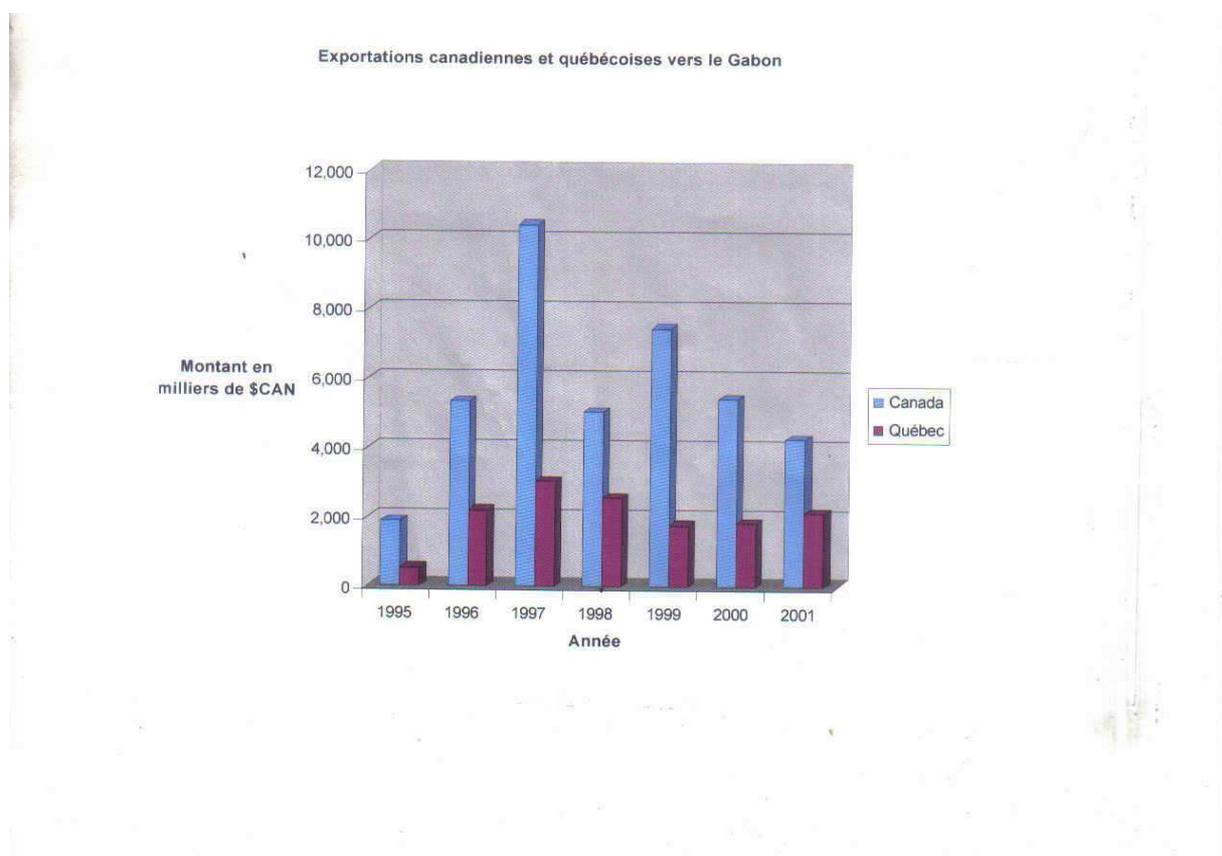
## II- Commerce avec le Canada et le Québec

**La part du Canada et du Québec dans les exportations du Gabon est relativement minime.** En effet, les exportations gabonaises vers le Canada (ou importations canadiennes du Gabon) s'élevaient à 2.3 millions de dollars canadiens en 2001, dont 1.2 million (52% des exportations gabonaises vers le Canada) vers le Québec. Ces exportations du Gabon vers le Canada sont en baisse par rapport à leur niveau de 1999 (8.6 millions de dollars), mais demeurent nettement supérieures à leur niveau d'avant 1999. Le pic des importations canadiennes du Gabon en 1999 peut s'expliquer par une soudaine montée des ventes de produits pétroliers (huiles brutes, minéraux bitumeux) gabonais au Canada, alors que le prix du pétrole atteignait un niveau très bas. On n'observe pas du tout d'autres ventes de pétrole au Canada par la suite.



Source : Direction de la statistique gabonaise

Les importations gabonaises en provenance du Canada et du Québec (ou les exportations canadiennes vers le Gabon) représentent moins de 1% des importations totales gabonaises. Le Canada a exporté vers le Gabon des marchandises pour environ 4.3 millions de dollars canadiens en 2001, dont 2.1 millions pour les exportations en provenance du Québec (49% des exportations totales du Canada vers le Gabon). Ces exportations sont en baisse quasi-constante depuis 1997 alors qu'elles avaient atteint 10.4 millions de dollars canadiens.



**Source :** Direction de la statistique gabonaise

En terme de produits, parmi les principales importations gabonaises en provenance du Canada en 2000 et 2001, on retrouve: les biens d'équipement de différentes sortes (tracteurs, véhicules terrestres, pièces d'équipements, matériels et machines électriques, etc.), les produits

agroalimentaires, les meubles, etc. Parmi les exportations gabonaises, on retrouve essentiellement les produits du bois, les légumes, les plantes médicinales, du matériel électrique, etc.

Si l'on compare aux autres années, on remarque que le commerce entre le Canada et le Gabon varie énormément d'année en année en terme de produits échangés. Cela indique qu'aucun créneau particulier n'a été développé dans le commerce entre les deux pays et que les échanges varient au gré des opportunités pas toujours identifiées d'avance.

Toutefois, le développement récent du secteur du bois au Gabon peut représenter un créneau commercial qui se renforcera entre le Gabon et le Canada. On peut aussi y ajouter le secteur informatique et électronique avec le développement d'Internet et des autres technologies de l'information et de la communication.

<b>Exportations canadiennes vers le Gabon par groupe de produits</b>		
<i>(Montants en dollars canadiens)</i>	<b>2000</b>	<b>2001</b>
Tracteurs	\$ 2 090 064	\$ 538 990
Viandes, Abats de volaille	239 558	839 136
Voitures/Véhicules divers et accessoires	263 299	183 696
Résines diverses	86 436	524 759
Machines traitement de l'information	49 390	140 000
Pièces d'appareils	36 870	518 492
Imprimés, gravures, photos	19 785	56 200
Abats de bovins, porcins...	13 218	64 799
Appareils de laboratoires photos	7 956	361 775
Meubles et accessoires	-	141 708
Poissons congelés	-	135 500
Constructions préfabriquées	-	111 476
Composés hétérocycliques	-	
<b>TOTAL AUTRES PRODUITS</b>	<b>\$ 2 610 272</b>	<b>\$ 620 899</b>
<b>TOTAL TOUS LES PRODUITS</b>	<b>\$ 5 416 848</b>	<b>\$ 4 266 145</b>

Source : *Strategis (Industrie Canada)*

<b>Importations canadiennes du Gabon par groupe de produits</b>		
<i>(Montants en dollars canadiens)</i>	<b>2000</b>	<b>2001</b>
Feuilles de placage, bois sciés ou tranchés longs	\$ 588 469	\$ 1 752 674
Condensateurs électriques	629 405	253 147
Carottes, navets, betteraves, racines comestibles	26 101	6 864
Légumes à cosse frais ou réfrigérés	10 574	23 128
Plantes, graines et fruits pour parfum et médecine	1 313	606
Accessoires de véhicules automobiles	370	4 303
TOTAL AUTRES PRODUITS	\$ 47 604	\$ 233 046
<b>TOTAL TOUS LES PRODUITS</b>	<b>\$ 1 303 836</b>	<b>\$ 2 273 768</b>

*Source : Strategis (Industrie Canada).*

En somme, les relations commerciales entre le Canada et le Gabon demeurent très faibles et évoluent en dents de scie depuis 1995 comme le montre le tableau suivant. La balance commerciale du Gabon envers le Canada est généralement déficitaire, sauf pour l'année 1999 alors que le Gabon affichait un surplus commercial de 1.1 million de \$CAN avec le Canada (5.9 millions avec le Québec).

### **CHAPITRE III : LES SECTEURS PETROLIER ET MINIER AU GABON**

Les activités pétrolières et minières constituent l'axe fort de l'économie gabonaise. Comme nous l'avons évoqué plus haut, le secteur pétrolier domine. Le lien majeur entre le secteur pétrolier et le reste de l'économie réside essentiellement dans la rente pétrolière versée à l'État au titre de la fiscalité directe et indirecte et du revenu de ses participations dans l'exploitation pétrolière.

## I- Le secteur pétrolier

Malgré son importance dans les exportations du Gabon, le pétrole est peu transformé sur place alors qu'on ne retrouve qu'une usine de raffinage, la Société Gabonaise de Raffinage (SOGARA). La production pétrolière n'a cessé de croître entre 1970 et 1997, atteignant un record absolu en 1997 avec 18.6 millions de tonnes ou 135 millions de barils (370 000 b/j); ce qui maintenait le Gabon au troisième rang de l'Afrique subsaharienne, derrière le Nigéria et l'Angola.

Mais tout semble indiquer qu'il s'agissait là d'un plafond étant donné les réserves limitées (estimées à environ 150 millions de tonnes) et l'absence de découverte notable depuis plus de 10 ans. La production pétrolière est en baisse constante depuis 1998. On note cependant une intensification des investissements dans l'exploration (notamment avec l'accord de nouveaux permis à des compagnies américaines, canadiennes et australiennes); ce qui fait suscité l'espoir pour de nouvelles découvertes et donc du redressement de la production à moyen et long termes. Qui plus est, le domaine de l'offshore ultra-profond (entre 2000m et 4000m d'eau) fait l'objet d'appels d'offres; mais les investissements dans ce domaine peuvent être très coûteux et ainsi décourager les investisseurs potentiels.

Une décroissance progressive de la production semble inévitable au cours des prochaines années; ce qui oblige l'État à intensifier la préparation de « l'après-pétrole » par l'attraction d'investissements vers d'autres secteurs de l'économie.

## II- Le secteur minier

Le Gabon a un **sous-sol particulièrement riche**. En plus du pétrole, du gaz, du bois, du manganèse et du fer, on recense d'autres gisements de métaux précieux : l'or ; l'argent ; gisements diamantaires.



Le secteur minier est très diversifié avec également des gisements :  
(carte1\_NEW.jpg)

- de niobium ;
- de phosphate ;
- de plomb-zinc ;
- de barytine ;
- de talc.

### 1- Le niobium et les phosphates



Un important gisement de Niobium a été découvert à Mabounié dans le Moyen-Ogooué non loin de Lambaréné. Ce gisement dont les réserves sont de plus de 140 millions de tonnes avec une moyenne de 24% a fait l'objet d'une autorisation de prospection accordée à la société chinoise Sinosteel.

### 2- Le plomb-zinc et l'argent



Ces deux minerais ont été mis en évidence dans le synclinal de la Nyanga à Kroussou. La numérisation permet d'atteindre des teneurs moyennes de 8% métal

( Lobe Niambokambo) et de 10%( Lobe de Dikaki ). Le stock métal en plomb-Zinc est évalué à plus de 11 000 tonnes sur le seul lobe de Dikaki . Une teneur moyenne de 30 grammes par tonnes a été mise en évidence pour l'argent.

### 3- La barytine

Avec des indices fort intéressants au Mont Dourekiki à l'Ouest de Tchibanga, les réserves sont estimées à 31 millions de tonnes tirant à 46% de sulfate de baryum. Cette substance a aussi été identifiée dans la région de Kroussou.

### 4- Le talc

Des occurrences se situent dans le synclinal de la Nyanga au sud du Gabon. L'étendu du niveau minéralisé est considérable et n'a pas encore été entièrement prospecté.

### 5- Le manganèse



Le Gabon est actuellement le **deuxième producteur mondial de manganèse**. 95% de la production gabonaise est destinée aux industries sidérurgiques.

Le manganèse du Haut-Ogooué est la deuxième source de richesse du Gabon. Avec l'exploitation de la mine de Moanda, dans le sud-est du pays, le Gabon assure près de 25% du commerce international. Ce gisement dispose de réserves abondantes, près de 200 millions de tonnes, et est d'excellente qualité avec une teneur de 50%.

Deuxième site-producteur mondial, le gisement de manganèse de Moanda est exploité par la société Compagnie des Mines de l'Ogooué (COMILOG), filiale française d'Eramet (Erap, Elf, Imétal). L'Etat gabonais a signé en juin 2010 un accord

de principe avec le PDG d'Eramet Patrick Buffet, pour entrer au capital d'Eramet à hauteur de 10 à 15%. Un autre accord a été signé en octobre 2010 portant sur l'augmentation jusqu'à 10% supplémentaires de la participation de l'Etat gabonais dans le capital de base de la COMILOG. Cette initiative est la retranscription de la volonté étatique de dynamiser l'exploitation du manganèse afin d'en faire un des piliers du « Gabon industriel ».

La participation de l'Etat dans la gestion du secteur minier permettra de conforter la politique sociale de la compagnie à travers des investissements sociaux. De plus, la construction du complexe métallurgique de Moanda, d'une capacité annuelle de 65 000 tonnes, est concomitante au renforcement du réseau électrique public avec la construction de la centrale hydroélectrique du « Grand Poubara », située sur l'Ogooué. Le Gabon pourrait atteindre la première place au niveau de la production mondiale, avec l'exploitation du manganèse d'Okondja et de Franceville dans le Haut Ogooué, du gisement de Ndjolé dans le Moyen Ogooué et celui de Mbigou dans la Ngounié. De nouvelles usines permettront de **traiter le minerai et ainsi de remonter la chaîne de création de valeur**. Pas moins de 200 millions d'euros seront consacrés à la réalisation du complexe métallurgique de Moanda, qui sera construit entre 2009 et 2013. Il se matérialisera en une usine de silico-manganèse de 65 000 tonnes et, d'autre part, une usine de manganèse métal d'une capacité de 20 000 tonnes. A terme 400 emplois directs seront créés auxquels il faut ajouter de nombreux emplois induits.

## 6- Le fer



Le principal gisement de fer au Gabon se trouve à Belinga, au nord-est du pays. Découvert en 1895 il est l'un des derniers grands gisements au monde jamais exploités. La teneur en fer qui en est extraite est de 64%, ce qui en fait le premier gisement de sa catégorie sur la planète. Ses réserves sont aujourd'hui estimées à 1 milliard de tonnes.



Outre le gisement de fer de Bélinga, on dénombre d'autres gisements dénommés Batouala, Boka-Boka et Minkébé, l'exploitation de fer est un **secteur particulièrement prometteur** : actuellement, la demande d'acier à l'international ne cesse de s'intensifier, en particulier dans les pays émergents tels que l'Inde ou le Brésil. Les experts en industrie extractive estime que la demande mondiale aura une telle incidence sur les cours du fer que celui-ci pourrait voir sa tonne augmenter de 50 à 90% sur les comptoirs internationaux. L'exploitation du gisement de fer de Belinga soutient la **valorisation locale des matières premières** au Gabon permettant ainsi au pays de devenir un « **hub métallurgique** » et de créer une dynamique entrepreneuriale locale. L'exploitation du gisement de fer dans le cadre du Gabon Industriel entraînera en outre la construction d'infrastructures qui induiront nécessairement le développement d'autres secteurs.

Par ailleurs, pour matérialiser le "Gabon Industriel", de nombreux départements et secteurs devront être boostés et mis en synergie. On note à cet effet que la convention de Belinga signé en 2006 entre l'Etat et la holding chinoise CEMEC (Société nationale de Chine des machines et des équipements d'import-export) fait l'objet d'un réexamen approfondi et juste. La mise en œuvre du projet d'exploitation de la mine de fer de Belinga est un processus de mise en valeur locale avec pour ambition la **création d'une vraie valeur ajoutée et de bassins d'emplois**. 26 850 emplois seront créés pour les nationaux gabonais. En période d'exploitation, la mine de fer de Bélinga générera 3 000 emplois directs et 10 000 emplois indirects,

réservés en priorité aux Gabonais ainsi que le stipule l'engagement pris par feu Omar Bongo Ondimba lors de la signature avec la CEMEC.

Cette exploitation permettra de favoriser la construction du **barrage hydroélectrique de Poubara**. La construction de la **nouvelle ligne de chemin de fer entre Belinga et Libreville** d'une longueur de 561,5 km est l'autre projet-phare de l'exploitation. La construction d'un **port commercial en eau profonde** à Santa Clara est également à l'ordre du jour.

## **CHAPITRE IV : DONNEES RELATIVES A TOTAL GABON**

Société anonyme avec conseil d'administration de droit gabonais, Total Gabon a pour principale activité la recherche et la production des hydrocarbures commercialement exploitables, à travers les vingt sept (27) concessions qu'elle détient.

### **I- Organisation interne de Total Gabon**

Total Gabon existe depuis Mars 1931, sous l'appellation de Mission de Prospection des Pétroles de l'Afrique Equatoriale (MPPAEF), avant de devenir successivement :

- Syndicat d'Etudes et de recherches Pétrolière (SERP) en 1934 ;
- Société des Pétroles d'Afrique Equatoriale Française (SPAEF) en 1949 ;
- Société des Pétrole de l'Afrique Equatoriale (SPAFE) en 1960 ;
- Elf-SPAFE en 1967 ;
- Elf Gabon en 1973 ;
- Total Gabon depuis 2003.

Fixée par le Groupe Total, son organisation interne comporte une Direction générale qui assure la gestion et les responsabilités de la filiale en exécution des

décisions prises par le siège ; un Conseil d'administration et plusieurs autres directions en lieu de réflexion, d'évaluation technologique, administratif et scientifique dans le domaine précis de chacun des membres, qui y signalent les retards, les faiblesses et proposent des solutions à la direction à laquelle ils sont rattachés.

Il ya également des partenaires sociaux à savoir : les délégués du personnel, un comité permanent de concertation économique et social, et un comité d'entreprise, tous érigés sous la forme d'une association.

## **II- Organisation externe et relations externes internationales de Total Gabon**

Total Gabon est rattachée à la branche Exploration & Production du Groupe Total, « major » pétrolier français (5<sup>e</sup> au rang mondial). A ce titre, elle répond aux exigences du Groupe Total en termes de rentabilité, mais aussi de sécurité et d'environnement. Pour se faire, elle travaille en collaboration avec d'autres entreprises du secteur pétrolier, à savoir : Shell Gabon, Perenco, Addax Petroleum et Vaalco, dans le cadre de partenariat ou d'association, mais aussi de l'Union Pétrolière Gabonais (UPEGA), un syndicat professionnel patronal regroupant les sociétés du secteur pétrolier.

Ainsi tous les pays peuvent être importateurs du pétrole Total Gabon, à condition de respecter en matière de transport des hydrocarbures, essentiellement des pétroliers (gros porteurs maritimes) qui soumis à des exigences internationales.

## **III- Difficultés rencontrées et perspectives de Total Gabon**

La production de Total Gabon décline toutes les années de 12 à 20% et le pétrole est une substance qui ne se renouvelle pas, il faut donc faire de nouvelles découvertes pour renouveler les réserves.

Par ailleurs, les champs de Total Gabon sont certes devenus matures, mais il faut mettre en œuvre des nouvelles techniques pour maintenir le socle de production. D'où l'élargissement des zones d'investigation, en intégrant la protection des hommes et de l'environnement, afin de rendre marginal tout risque écologique.

Ainsi, la fréquence de chargement de pétrolier est restée identique depuis plusieurs années, soit 2 à 3 pétroliers par semaine. Ce qui laisse penser que Total Gabon continuera de répondre correctement à la demande des pays importateurs et à son partenariat avec la République gabonaise dans les domaines de l'agriculture, de l'aide à la création d'entreprises, de la santé et de la recherche.

#### **CHAPITRE IV : LES EXPORTATIONS PETROLIERE : ENJEUX ET PERSPECTIVES.**

Les économies pétrolières d'Afrique se limitent pour la plupart à un seul secteur, le pétrole étant la source principale, voire quasi unique, de recettes fiscales comme d'exportation. De plus, avec un prix du pétrole très erratique et difficile à prévoir, les recettes de l'État deviennent très volatiles, ce qui fragilise ces économies.

## I- Aperçu sur les pays africains

Le poids du pétrole dans les économies d'Afrique centrale

<b>PAYS</b>	<b>PNB par hab.(en Dollar) 2004</b>	<b>Part du pétrole dans les exportations</b>	<b>Part dans le PIB</b>	<b>Part dans les ressources de l'Etat</b>
NIGERIA	499	78%	40%	88%
ANGOLA	1303	90%	49%	80%
CAMEROUN	914	39%	5%	26%
CONGO	1335	80%	51%	70%
<b>GABON</b>	<b>5431</b>	<b>81%</b>	<b>42%</b>	<b>55%</b>
GUINÉE EQUATORIALE	7116	90%	86%	61%
RD DU CONGO	111			
TCHAD	511	86%	15%	33%

Source : FMI, World Development Indicators, Banque mondiale, 2004 et calcul de l'auteur

La rente pétrolière déstructure également la sphère politique et sociale. Accaparée par des agents membres ou proches de l'État, elle est redistribuée de manière privée ou via des réseaux clientélistes et entretient ainsi une bureaucratie pléthorique. Elle ne favorise pas la transparence des transactions et incite à l'évasion fiscale et à la corruption.

L'État rentier est d'autant moins redevable de sa gestion vis-à-vis de sa population qu'il ne dépend pas d'elle pour ses recettes fiscales et n'est pas incité à encourager la création de valeur ajoutée dans l'économie nationale pour augmenter les rentrées budgétaires. L'objet de la politique économique de l'État devient alors la captation de cette rente. Il s'ensuit une relation souvent opaque entre un État endetté, incapable de faire seul les investissements nécessaires pour l'exploitation du pétrole, et des firmes internationales puissantes qui profitent d'une relation simplifiée. Des réseaux se forment et entretiennent cette relation avec parfois la complicité des États d'origine des compagnies pétrolières. La faiblesse des États résulte elle-même de leur endettement, qu'aggrave une gestion peu rigoureuse de l'économie, l'absence de secteur industriel, l'inexistence d'une base fiscale et la très faible collecte fiscale.

la plus forte croissance dans la période récente. Ailleurs en Afrique subsaharienne, la plupart des pays pétroliers se trouvent dans le golfe de Guinée : soit le Gabon et le Congo, dans une moindre mesure le Cameroun et la République démocratique du Congo. La Guinée équatoriale a fait l'objet d'importantes découvertes récemment.

Enfin, il n'existe que des estimations pour le Tchad (1 milliard de barils environ) et São Tomé et Príncipe (4 milliards de barils). En 30 ans, comme dans le reste du monde, des découvertes importantes de nouveaux gisements ont été faites en Afrique et le taux de récupération du pétrole a augmenté grâce à l'amélioration des techniques.

En dépit de l'engouement qu'ils suscitent aujourd'hui, et nonobstant d'autres découvertes à venir, le Tchad et la Guinée équatoriale représenteraient chacun environ 1 pour cent des réserves en Afrique. Dans le golfe de Guinée, on peut ainsi distinguer : les vieux pays pétroliers à la production en déclin (Congo, Cameroun, Gabon), ceux où elle est toujours en progression (Angola) et les nouveaux pays pétroliers : Guinée équatoriale, São Tomé (même si l'exploitation n'a pas démarré) et le Tchad.

De faible teneur en soufre, le pétrole africain est de bonne qualité et adapté aux besoins des raffineries des pays de l'OCDE (européennes notamment). Par sa situation géographique, il représente un marché facile d'accès pour les États occidentaux, notamment par rapport au pétrole du Moyen-Orient ou d'Europe de l'Est. À l'exception notable du Nigeria, du Tchad, pays enclavé, et de quelques gisements (au Gabon notamment), ce pétrole est essentiellement *off-shore*, c'est-à-dire issu de gisements marins, relativement facile à produire et à l'abri des problèmes de sécurité que peut rencontrer le pétrole produit *on-shore*, sur terre. À titre d'exemple, la production pétrolière au Congo n'a pas été affectée par la guerre civile de 1997 à 1999 car les gisements sont situés en mer, loin du conflit. À ce facteur interne s'ajoute également la prise en compte d'une nouvelle « demande de sécurité » à l'égard du terrorisme international.

La diversification des sources d'approvisionnement est en effet devenue un objectif prioritaire des pays développés après le 11 septembre 2001. Elle devrait profiter à l'Afrique, devenue une source pétrolière privilégiée. Les déplacements récents de personnalités américaines attestent en particulier du regain d'intérêt des États-Unis pour le golfe de Guinée, considéré comme relativement sûr. Leur objectif est de faire

passer la part de l'Afrique dans leurs importations pétrolières de 15 % aujourd'hui à 25 % en 2020. À noter également la montée de la Chine (deuxième consommateur mondial de pétrole en 2005, après les États-Unis) comme nouveau client du pétrole africain.

Enfin, au-delà de ces avantages techniques et géopolitiques, le pétrole africain compte parmi les rares réserves ouvertes aux investisseurs étrangers (20 % dans le monde) grâce notamment aux contrats de type partage de production.

La demande africaine de pétrole devrait croître au même rythme que celle de la Chine entre 2002 et 2030. Elle progresserait ainsi de 3,4 % par an en moyenne passant de 2,4 millions de barils par jour à 6,1 millions de barils par jour en 2030. En valeur absolue, toutefois, elle ne rattraperait pas les 13,3 millions de barils par jour chinois. Certes, l'Afrique resterait parmi les plus faibles consommateurs de pétrole, mais d'une demande proche de celle de la seule Russie (3,1 millions de barils par jour) en 2002, elle dépasserait celle de l'Inde (5,6 millions de barils par jour) et talonnerait le continent latino-américain (8,4 millions de barils par jour) à l'horizon 2030. Alors que l'offre mondiale de pétrole devrait baisser au sein du monde émergent (hors pays en transition d'Europe centrale et orientale et Russie) et dans certains pays développés (notamment les États-Unis et le Canada), elle devrait augmenter en moyenne de 1,8 pour cent par an entre 2002 et 2030 en Amérique latine et de 1,4 pour cent en Afrique. Face à la stagnation de l'offre pétrolière du monde en développement, on devrait alors assister à une montée en puissance de l'Afrique parmi les pays producteurs de pétrole.

## **II- Cas spécifique du Gabon**

Le Gabon est en 2010 le 40<sup>e</sup> producteur de pétrole mondial, avec 227 900 barils par jour, sa production pétrolière a entamé son déclin en 1997.

Depuis les années 1970, le pétrole représente grosso-modo 80% des exportations et 60% des recettes de l'Etat et 40% du PIB du Gabon. C'est assez dire l'importance fondamentale de ce secteur d'activité dans l'économie gabonaise.

Les principales compagnies intervenant dans la production pétrolière sont : Total Fina-Elf Gabon, Shell-Gabon, Perenco, Agip et Chauvco. Toutefois, l'industrie pétrolière dénombre d'autres intervenants (Oxy, Amoco, Schlumberger, Amerada, etc.) oeuvrant notamment dans l'exploration et les autres services pétroliers. On note un intérêt de plus en plus marqué des **compagnies canadiennes** et australiennes dans le secteur pétrolier gabonais ces récentes années.

Les exportations des produits pétroliers gabonais vont principalement aux États-Unis (proportion de 72% en 2002 et 82% en 1997), puis en France (3% des exportations pétrolières 1997, 11% en 1998 et 8.5% en 1999), alors que les USA recevaient conjointement la même portion des exportations pétrolières que la France en 1990, soit 37%. Les autres clients pour le pétrole gabonais sont les Caraïbes, l'Asie Orientale et l'Europe; mais dans des proportions peu significatives.

<b>Production pétrolière et participation du pétrole dans les recettes de l'État au Gabon</b>					
	<b>1997</b>	<b>1998</b>	<b>1999</b>	<b>2000</b>	<b>2001</b>
Production pétrolière (en millier de tonne : '000t)	18 462	17 500	15 500	13 500	12 900
Exportations pétrolières (FOB) (en milliards de F CFA courants)	1 172	840	1 090	1 781	1 509
Exportations totales (FOB) (en milliards de F CFA)	1 537	1 535	1 272	1 849	1 850
<b>Recettes pétrolière</b> (en milliards de F CFA courants <b>et % des recettes totales)</b>	<b>583</b> <b>58.3%</b>	<b>456</b> <b>51.1%</b>	<b>350</b> <b>50.1%</b>	<b>1 014</b> <b>73.3%</b>	<b>790</b> <b>58.2%</b>
Recettes totales de l'État (en milliards de F CFA)	1 000	892	699	1 384	1 357

Source: DREE, Ministère de l'économie et des finances (France), février, avril, 2002

## 1- Le pétrole



L'aventure pétrolière du Gabon commence dans les années 1930. Mais c'est en 1956 que les gisements d'Ozouri et Pointe-Clairette donnent leurs premiers barils d'or noir. Le gisement de Gamba, mis en exploitation en 1963, place déjà le Gabon parmi les pays pétroliers. Dix ans plus tard, le gisement de Grondin porte la production nationale gabonaise à plus de 10 millions de tonnes et celui de Rabi Kounga, fait grimper la production pétrolière entre 18 et 20 millions de tonnes par an à la fin des années 80.

Au milieu des années 1970, le Gabon crée, avec les compagnies pétrolières exploitant son or noir, une Provision pour Investissement Diversifiés (PID) qui permet de réinvestir les flux financiers générés par le pétrole dans des projets de développement. C'est ainsi que naissent, entre autres, Agripog (agriculture vivrière), Agrogabon (industrie d'huile de palme et savonnerie), etc.

Toutefois, à partir de 1998, une baisse de 5% par an s'enclenche, avant de remonter à partir de 2008. 2,6 millions de tonnes de pétrole sont produits en 2009. Avec 220 000 à 240 000 barils de pétrole par jour, cette activité procure à l'Etat 60 % de ses recettes et contribue à 40 % du PIB. Les revenus de cette ressource ont permis au Gabon de s'inviter dans le cercle des "**pays à revenu intermédiaire**".

Dix-huit compagnies pétrolières sont à pied d'œuvre au Gabon. On trouve, en phase de production :

- Addax Petroleum;
- Marathon Oil Gabon ;
- Ltd, Maurel &Prom,

- Perenco S.A. ;
- Shell Gabon ;
- Total Gabon ;
- Vaalco Gabon Inv.

Quant à la phase d'exploration, on recense :

- Anadarko Gabon Cie ;
- Canadian Natural Ressources International ;
- Gulf of Guinea Petroleum Corporation Inc.;
- Forest Oil Gryphon BV Gabon ;
- Mitsubishi Petroleum Development Company Gabon ;
- Oil India International ;
- Ophir Gabon Ltd ;
- Sino Gabon Oil & Gas Ltd ;
- Sinopec Overseas Oil & Gas Ltd ;
- Sterling Oil & Gas NL ;
- Tullow Oil Gabon SA.

Shell Gabon et Total Gabon assurent 60% de la production. Ces deux compagnies viennent de renouveler respectivement pour 20 ans et 25 ans, leur convention d'établissement au Gabon.

Ressource très fructueuse et stratégique, le pétrole ne saurait être abandonné au Gabon. Les espoirs se tournent désormais vers l'**exploitation en offshore profond**. La diversification des partenariats internationaux (Afrique du Sud, Brésil, Canada, Chine) entretient également l'espoir d'une découverte de bonne envergure. Pour mettre en œuvre son ambitieux Projet de Société, « l'Avenir en Confiance », et garantir une équitable répartition des richesses, le Président de la République Ali Bongo Ondimba et son gouvernement s'engagent à **garantir une meilleure rentabilité et une meilleure gestion des recettes du secteur** : *« Le Gabon sera maître de son industrie par le transfert des technologies. De la même manière que l'industrie s'efforce d'aller vers la bonne gouvernance, de la même manière l'administration s'attèle à employer les meilleures pratiques dans l'industrie pétrolière »*. Il s'agit d'ouvrir des perspectives sur un rééquilibrage et un recadrage des stratégies politiques et économiques de gestion pétrolière envisagées dans le sens d'un approfondissement du développement et de la croissance de l'Etat.

Alors que l'exploitation pétrolière ne s'est faite jusqu'ici que sur le littoral et en offshore, le Gabon a ouvert avec la Chine l'exploration on shore sous la futaie tropicale. Pour promouvoir l'exploration et l'exploitation, la mise en place d'un **cadre réglementaire attractif pour les investisseurs** ainsi qu'un contrôle renforcé des activités du secteur et du recouvrement des recettes sont à l'ordre du jour.

## 2- Le gaz



Le gaz naturel représente aujourd'hui plus de 20% de la consommation énergétique globale, contre 40% pour le pétrole brut. C'est la **troisième source d'énergie consommée dans le monde**, après le pétrole et le charbon. Son rendement énergétique élevé, ses avantages environnementaux, le rangent parmi les **énergies « propres »**.

Le gaz naturel prend une place de plus en plus importante dans le secteur gabonais de l'énergie. Les réserves prouvées au Gabon étaient de 32,59 milliards de mètres cubes en 2008. Compléter l'activité pétrolière par l'impulsion d'une nouvelle filière gazière, tel est l'enjeu pour le Gabon industriel. Le pays se lance en effet dans une nouvelle forme de valorisation des ressources, avec la **transformation locale du gaz naturel**. L'utilisation du gaz naturel dans la politique énergétique nationale est une ambition réelle. L'Etat gabonais veut se donner les moyens de **mettre à contribution le secteur gazier dans la diversification de l'économie de manière durable**. L'industrie du gaz va ainsi devenir un vecteur naturel du tissu socio-économique et participera au relèvement du niveau de vie des Gabonais.

Le Gabon a l'ambition de développer la production et l'utilisation domestique, ainsi que l'exportation de cette source d'énergie durable qu'est le gaz. C'est pourquoi l'Etat gabonais a assoupli la fiscalité du secteur gazier afin d'attirer les investisseurs. Tout contrat se rapportant au secteur des hydrocarbures est donc basé sur le **Code Minier**, avec un taux d'imposition de 10 à 20%.

Depuis janvier 2010, le torchage du gaz est interdit au Gabon. Par cette mesure, le gouvernement gabonais entend **favoriser les techniques nouvelles de récupération et de réinjection**, plus écologiques et plus rentables, afin de respecter les engagements internationaux en matière de développement durable. Un délai a néanmoins été accordé jusqu'à 2011, voire 2012, pour donner le temps aux entreprises du secteur de s'adapter à cette nouvelle mesure.

## **CHAPITRE VI : RECOMMANDATIONS**

Elles sont des outils d'aide à la prise de décision et/ou à l'action. Aussi, nous en retiendrons un certain nombre en direction essentiellement de l'Etat gabonais.

### **I- Recommandations relatives à la consolidation des acquis**

Le pétrole est la source de revenu la plus importante du Gabon qui accuse une baisse de la rente (plafonnement, voire tarissement des réserves pétrolières) et une augmentation des coûts de production (sécurité, environnement et vieillissement des puits). Nous recommandons de ce fait :

- Une budgétisation des revenus pétroliers
- Une amélioration de la gouvernance
- Une augmenter la fiscalité.

## **II- Recommandations relatives aux inconvénients**

L'économie gabonaise s'est hyper-spécialisée dans le secteur pétrolier qui reste dominé par les compagnies pétrolières multinationales, au détriment du secteur privé hors pétrole. Il faudrait ainsi :

- Diversifier l'activité économique du pays
- Rendre le secteur pétrolier plus concurrentiel (en favorisant l'arrivée des compagnies indépendantes)
- Favoriser le transfert de technologie.

## **III- Recommandations relatives à la maximisation des perspectives**

La faiblesse du secteur informel à favoriser pendant longtemps l'appauvrissement de la population gabonaise. D'où :

- Une répartition des richesses plus équitable
- Réduction de la pauvreté
- Financement des secteurs sociaux.

## **CONCLUSION**

L'évolution des progrès techniques de ces dernières décennies à permis de développer le transport mondial, facilitant ainsi la multiplication des échanges, en rendant incontournable le commerce internationale, pour l'ouverture vers les autres pays et pour une meilleur croissance économique. En Afrique, le moteur est le pétrole, l'huile minérale essentielle, principale pilier de l'économie en devenant une ressource majeure de l'industrie actuelle. Au Gabon notamment, les ressources issues de l'exportation pétrolières sont les plus importantes du pays depuis les années 70 (60%des revenus de l'Etat) ce qui a permis au pays d'investir dans les projets de développements et être considéré comme un pays a revenue intermédiaire.

Mais l'industrie pétrolière africaine à toujours été dominé par les compagnies pétrolières étrangères, le poids de l'industrie pétrolière est en réalité stratégique, car élément clé de l'approvisionnement du marché mondiale. Le Pick oil a accentué des inquiétudes pour l'économie africaine dans laquelle l'industrie pétrolière tient une place exceptionnelle d'où le thème de notre mémoire : l'exportation pétrolière par les pays africains : enjeux de perspectives, cas de TOTAL GABON.

En effet, le sous-sol africain regorge de richesse dont le pétrole en est le pilier mais par faute de moyen technique sont toujours à la traîne. Car le pétrole représente certes une entrée de devises à travers l'exportation, mais aussi une source de conflit interne et d'endettement lorsque ces retombées sont mal réparties entre les différentes couches de la population. Ce qui ne cesse de faciliter la marginalisation de l'Afrique pétrolières qui ne parvient pas à s'imposer sur la scène internationale du commerce.

A l'instar du Gabon, où l'exploitation pétrolière est en déclin, ce qui pousse les entreprises pétrolières telles que TOTAL GABON à investir dans l'exploitation et la production en off-shore profond pour maintenir un seuil de rentabilité.

Par ailleurs, la production pétrolière au Gabon est très importante pour son économie, car elle en est le moteur depuis la fin des années 80 et, est annuellement stabilisé à environ 13 ,3 millions de tonnes, soit environ 266 000 b/j.

Longtemps 3<sup>ème</sup> producteur de l'Afrique sub-saharienne, Le Gabon a été récemment dépassé par la Guinée Equatorial. Le rebond de la production doit beaucoup à la mise en œuvre de nouvelle technique de récupération en optimisant les rendements.

Le domaine pétrolier Gabonais compte aujourd'hui près de 20 opérateur et à connue un ensemble d'attribution de permis de recherche en 2005 qui ces soldés par une diminution de près de 4% de la surface libre. D'où Total Gabon, reste le plus grand opérateur du pays avec une production de 85000 b/j en 2009 et continuera ces opérations jusqu'en 2032. Le pétrole brut produit est stocké au terminaux du Cap Lopez et vendu sur les marchés internationaux à un prix fixé en fonction de sa qualité par rapport au Brent.